

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mardi 23 Mai 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°130 ■

Tebboune depuis hier
au Portugal
**Pour de nouvelles
perspectives de
coopération**

P 5

AVEC LA PARTICIPATION DE 600 EXPOSANTS DE 38 PAYS

Le Salon Sipsa Filaha Innov s'ouvre à Alger

Le Salon Sipsa Filaha Innov ouvre ses portes, depuis hier lundi, au Palais des expositions Pins Maritimes (la Safex) à Alger. Avec la participation de 600 exposants de 38 pays, et quelque 30 000 visiteurs attendus, ce salon est une occasion pour les professionnels du secteur et experts d'échanger sur plusieurs questions concernant le développement et la modernisation du secteur agricole.

P 3

INDUSTRIE AUTOMOBILE
EN ALGÉRIE

Organisation d'un forum économique fin mai à Turin (Italie)

L'Ambassade d'Algérie en Italie organisera le 29 mai courant à Turin (Capitale de la Région du Piémont) un Forum économique dédié aux «perspectives de développement de l'industrie automobile en Algérie», visant à inciter les équipementiers italiens à développer leurs activités en Algérie après l'investissement engagé par le Groupe automobile "STELLANTIS".

P 2

COLLOQUE INTERNATIONAL
SUR LA RÉDUCTION DU RISQUE
SISMIQUE

Des recommandations axées sur la prévention

Les participants au Colloque international sur la réduction du risque sismique, dont les travaux se sont achevés dimanche à Alger, ont présenté une série de recommandations axées sur les moyens de renforcer la prévention du risque sismique et d'améliorer la gestion des catastrophes.

P 4

SOUS LE SIGNE DE L'OPEN
INNOVATION

Ouverture de la 6^{ème} édition du Sanist 2023

La 6ème édition du Salon national de la sous-traitance inversée "Sanist 2023" a été ouverte lundi à Alger, sous le signe de l'open innovation, avec comme objectif principal de tisser des liens entre les grandes entreprises et les PME afin de valoriser le partage d'expériences et de favoriser les échanges commerciaux entre elles.

P 5



3^E FORUM ÉCONOMIQUE
DE QATAR
Le ministre
de l'Agriculture aujourd'hui
à Doha

P2

PÉTROLE
Le baril
de Brent
à plus de 75 dollars

P5

RÉFORME DE L'UNIVERSITÉ
Des assises
nationales prévues
avant fin 2023

P16

6^{ÈME} ÉDITION DU SALON NATIONAL INVERSÉ DE LA SOUS-TRAITANCE « SANIST »

Participation du Groupe Telecom Algérie

Le GROUPE TELECOM ALGERIE et ses filiales participent à la 6^{ème} édition du Salon National Inversé de la Sous-Traitance SANIST, qui se tient du 22 au 25 Mai 2023, au Palais des Expositions, « pavillon S » Pins Maritimes- Alger. Evènement économique majeur par excellence et considéré comme étant la vitrine incontournable de l'économie nationale, ce dernier réunira plusieurs entreprises algériennes les plus importantes à l'image du GROUPE TELECOM ALGERIE.

Tout au long de cette manifestation, le GROUPE TELECOM ALGERIE et ses filiales se feront un plaisir de présenter leurs offres et services via un stand installé à l'occasion. Par cette participation, le GROUPE TELECOM ALGERIE et ses filiales, expriment leur soutien aux actions de coopération, de la promotion de la production algérienne ainsi que le développement de l'intégration industrielle, visant ainsi à hisser et accroître l'économie nationale.

R E.

3^{ÈME} FORUM ÉCONOMIQUE DE QATAR

Le ministre de l'agriculture aujourd'hui à Doha

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni prendra part, mardi, aux travaux de la 3^e édition du "Qatar Economic Forum (QEF)", a indiqué lundi un communiqué du ministère.

"Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni effectuera une visite de travail à Doha (Qatar) pour prendre part au 3^e Forum économique de Qatar, organisé du 23 au 25 mai sous le thème "Une nouvelle histoire de la croissance mondiale", litan dans le communiqué. Le 3^e Forum économique qatari verra "la présence de nombre de dirigeants arabes, d'hommes d'affaires et de chefs de gouvernement en vue de tracer la voie pour les futures étapes de la croissance économique mondiale", conclut le communiqué.

INDUSTRIE AUTOMOBILE EN ALGÉRIE

Organisation d'un forum économique fin mai à Turin (Italie)

L'Ambassade d'Algérie en Italie organisera le 29 mai courant à Turin (Capitale de la Région du Piémont) un Forum économique dédié aux "perspectives de développement de l'industrie automobile en Algérie", visant à inciter les équipementiers italiens à développer leurs activités en Algérie après l'investissement engagé par le Groupe automobile "STELLANTIS".

Par R E

Le Forum sera organisé en collaboration avec l'Association nationale de la filière de l'industrie automobile italienne (ANFIA) et en partenariat avec le Groupe automobile "STELLANTIS".

L'évènement entre dans le cadre du renforcement et de la diversification des relations de coopération et de partenariat algéro-italiennes et à la lumière de l'amélioration substantielle du climat des affaires en Algérie.

Ce forum, auquel prendra part une centaine d'acteurs économiques et institutionnels algériens et italiens, constituera une grande opportunité pour les opérateurs des deux pays activant dans la filière des composants automobiles d'explorer les voies et les moyens de coopération dans ce domaine et représentera un atout qui s'ajoutera aux sé-

ries d'accomplissements réalisés ces dernières années par les deux parties. A travers cette rencontre, la Partie algérienne vise d'une part, à promouvoir l'image du pays par la présentation des réformes structurelles opérées par le gouvernement pour améliorer le climat des affaires, notamment l'adoption d'un nouveau cadre réglementaire des investissements, et d'autre part, à saisir la dynamique positive entraînée par le lancement officiel de la commercialisation de la marque "FIAT" en Algérie, le 19 mars dernier, pour inciter les équipementiers italiens à développer leurs activités en Algérie. En effet, l'investissement important du géant italien de l'automobile à Oran, estimé à 200 millions d'euros et dont l'entrée en production est prévue pour décembre prochain, vient conforter les choix politiques du gouvernement algérien pour faire émerger une véritable industrie automobile en Algérie. Le programme du Forum comprendra une

séance plénière et des panels thématiques consacrés au climat des affaires, à la compétitivité de l'économie algérienne et aux perspectives de développement de l'industrie des composants automobiles en Algérie. En marge de l'évènement, une rencontre "B2B" sera organisée avec certains équipementiers du Groupe "Fiat" et adhérents de l'ANFIA intéressés par le marché algérien. Elle permettra d'éclairer ces derniers sur les réformes entreprises par le gouvernement algérien en matière de promotion des IDE, sur les modalités administratives et opérationnelles pour développer leurs projets en Algérie, et enfin, sur les facilités accordées dans ce cadre, particulièrement en matière d'accès au foncier industriel. En fin s'appuyant sur une diplomatie économique très active, l'Ambassade d'Algérie en Italie est résolument engagée à renforcer l'axe Alger - Rome, dans sa dimension économique.

INNOVATION

La CNAS remporte la Distinction spéciale de l'AISS

La Caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) a remporté la toute première Distinction spéciale de l'Association internationale de la sécurité sociale (AISS) pour l'innovation pour son projet «Fiches médicales électroniques», décernée dans le cadre du Prix des bonnes pratiques pour l'Afrique, et obtenu plusieurs certificats de mérite.

«La CNAS a remporté, à l'occasion du Forum régional sur la sécurité sociale en Afrique, tenu du 17 au 19 mai à Abidjan (Côté d'Ivoire), la Distinction spéciale pour l'innovation pour son projet Fiches médicales électroniques, une distinction lancée cette année par l'association comme seul prix décerné dans le domaine de l'innovation», a indiqué dimanche un communiqué du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

La caisse a également réussi à obtenir, lors de cet évènement, «des certificats de mérite avec mention spéciale du jury pour les trois projets de l'espace El Hanaa, de la promotion de la communication avec les personnes aux besoins spécifiques et du Guichet unique». De son côté, la Caisse nationale des congés payés et du chômage-intempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (CACOBATPH), a obtenu deux certificats de mérite pour deux services de «l'indemnisation du chômage lié à la can-

culé et l'envoi de demandes d'échéancier de paiement et de recours à distance».

Dans le même contexte, la Caisse Nationale de Retraite (CNR) a obtenu un certificat pour les services numériques fournis aux retraités. Durant le même forum, la Caisse nationale de sécurité sociale des non-salariés (CASNOS) s'est vu attribuer un certificat de mérite pour ses deux projets «le système informatique d'aide à la prise de décision» et «le portail de suivi des activités des contrôleurs du centre d'appel et de contrôle», ainsi qu'un certificat pour le service de la «gestion électronique des documents».

Le communiqué a indiqué que les certificats sus mentionnés sont «délivrés par un jury composé d'experts reconnus au niveau régional et international, avec l'inscription de 137 projets cette année, soumis par 47 organismes représentant 29 pays africains».

Ces certificats viennent- selon le communiqué- «en reconnaissance des acquis réalisés par les organismes de la sécurité sociale en Algérie, dans le cadre des efforts des autorités publiques, pour le développement et la modernisation des services publics dans le cadre de la politique social de l'Etat».

R E.

5^{ÈME} ÉDITION DU PROGRAMME ALGERIA STARTUP CHALLENGE

« Innover pour un avenir durable »

La 5^{ème} édition du programme annuel destiné aux start-ups a été lancée, ce lundi à Alger, sous la thématique : « Innover pour un avenir durable », dans quatre domaines de prédilection Fintech, Foodtech, HealthTech et Technology for Good. Organisé par l'incubateur et hub d'innovation Leancubator, l'évènement est mis sous le parrainage du ministère de l'Economie de

la connaissance, des startups et de la micro-entreprise. Le programme est « une opportunité inédite pour dévoiler les pépites de l'année, des startups prometteuses venant des quatre coins du pays et qui seront accompagnées tout au long de cette édition, mais aussi, pour présenter des panels d'experts animés par des sommités et personnalités de renom issu du

secteur financier, industriel, agroalimentaire et santé » précisent ses promoteurs. Ils ajoutent que les thématiques retenues permettent de mettre en lien des startups avec de grands groupes. Ce qui conduira à une plus grande contribution des startups dans l'augmentation du taux d'intégration en Algérie, dans différents secteurs.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger
Siège de la rédaction
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER:
PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur
email: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28
Fax : (021) 73.95.59
(021) 73.99.19

AVEC LA PARTICIPATION DE 600 EXPOSANTS DE 38 PAYS

Le Salon Sipsa Filaha Innov s'ouvre à Alger

Le Salon Sipsa Filaha Innov ouvre ses portes au Palais des expositions Pins Maritimes (la Safex) à Alger. Avec la participation de 600 exposants de 38 pays, et quelque 30 000 visiteurs attendus, ce salon est une occasion pour les professionnels du secteur et experts d'échanger sur plusieurs questions concernant le développement et la modernisation du secteur agricole afin d'assurer la sécurité alimentaire.

Par Zahir R.

Cette dernière est considérée comme étant une question cruciale pour de nombreux pays à l'instar de l'Algérie et du Sénégal qui est invité d'honneur de cette 21^{ème} édition. En effet, la crise du Covid 19 et la guerre russo-ukrainienne ont plus que jamais mis en avant les fragilités portées par la question alimentaire au niveau continental. Indiquant que cette sécurité alimentaire est menacée par plusieurs phénomènes en particulier les changements climatiques (sécheresse, désertification et autres), le président de Sipsa-Filaha et du Cercle de réflexion GRIFI Filaha Innov, Dr Amine BENSEMMANE, a souligné la nécessité de s'orienter vers la recherche scientifique et l'innovation pour y faire face et relever le défi de l'autosuffisance alimentaire au moins pour les filières stratégiques.

La modernisation et le développement de l'agriculture, en s'appuyant sur la recherche scientifique devient plus qu'im-pératif. D'ailleurs, même le président de la République, Abdelmadjid Tebboune l'a souligné. L'introduction de nouveaux concepts de production est plus que recom-mandé. Toutes ces questions seront au menu des différents forums de ce Salon placé sous le thème : « Pour une agricul-ture intelligente, face au défi d'une sécurité alimentaire et sanitaire durable ».

Le ministre de l'Agriculture et du développement rural, Abdelhafid Henni qui s'exprimait à l'ouverture du Forum AFRIKA FOOD EXPORT, a mis en avant les efforts de l'Al-gérie consentis en matière de développement agricole. Il a fait savoir que le secteur agricole a franchi des étapes im-portantes en matière de production. D'ailleurs, même du-rant la période de Covid-19 et durant ce conflit entre la Russie et l'Ukraine, le secteur agricole maintient sa crois-sance et participe à la couverture de 75% des besoins natio-

naux.

Hausse de la production agricole de 38% en 2022. Les chiffres sont à l'appui : La production est passée, en 2022, à 4500 milliards de DA (l'équivalent de 35 milliards de dollars) contre 3 500 milliards DA en 2021, soit une hausse de 38%, une contribution au PIB national de 14,7% et que le secteur emploie 2,7 millions de travailleurs, soit 25% de la population active en Algérie. Présentant la stratégie nationale dans le domaine, 2025 à 2035, le ministre indique que cette démarche vise à « aug-menter la production notamment des agricultures straté-giques afin de répondre aux besoins nationaux davantage grandissants et réduire les importations ainsi que la diversi-fication des ressources de l'Etat à travers l'exportation ». Parmi les axes fondamentaux de cette stratégie, souligne le ministre, « figure la relance de l'investissement agricole à travers plusieurs mécanismes dont des systèmes numé-riques intelligents mis en place par notre Département pour permettre aux opérateurs une adhésion transparente ». Aujourd'hui, enchaîne M. Henni, « le secteur se prépare aussi à lancer le recensement agricole pour 2023, lequel per-mettra l'actualisation des données du secteur, et ce après le recensement de la richesse animale en 2022 qui nous a permis de disposer de nouvelles données plus précises ». Aussi, indique M. Henni, il a été procédé à « la réactivation du réseau des plateformes logistiques qui traduisent les ca-pacités des wilayas du sud de produire et exporter vers l'Afrique ».

Par ailleurs, le ministre a relevé que FILAHA INNOV joue un rôle important dans le soutien des projets innovants en agriculture, précisant que le secteur possède un réseau im-portant dans la recherche technique et scientifique dans dif-férents domaines liés à l'agriculture, les forêts et le développement rural dont 14 centres spécialisés et 11 uni-tés de recherches scientifiques.

Concernant la coopération avec le Sénégal, le ministre a réi-téré la volonté de booster davantage les échanges entre les pays africains et de la coopération Sud-Sud d'une manière générale.

Dans ce contexte, le ministre a rappelé que l'Algérie pour-suit ses efforts de promotion de l'économie de notre conti-nent dans tous les domaines, y compris celui de la sécurité alimentaire, en construisant les infrastructures de base né-cessaires au renforcement des échanges selon les normes in-ternationales.

Des opportunités d'affaires au Sénégal

Pour sa part le ministre sénégalais de l'agriculture, de l'Equi-pement rural et de la Souveraineté alimentaire, Aly Ngouille Ndiaye a présenté la stratégie de du développement agricole dans son pays. Affirmant que le Sénégal vise le renfor-cement de sa sécurité alimentaire en réduisant sa dépendance aux marchés internationaux, le ministre Ndiaye a fait savoir que pas moins de 5 000 milliards de FCFA est le coût global de la stratégie de son pays, soit l'équivalent de 8 milliards d'euro. Cette stratégie, dira-t-il, constitue une opportunité d'investissement du secteur privé algérien au Sénégal. Concernant sa participation à cet événement, le ministre a indiqué que c salon est « pour nous une opportunité d'échanger et de découvrir les dernières technologies en matière d'agriculture, de pêche et d'Élevage. C'est également une occasion de faire découvrir aux visiteurs notre Agricul-ture ».

Il a rappelé que le Sénégal et l'Algérie entretiennent d'ex-celentes relations d'amitié et de coopération qui se sont ren-forcées ces derniers mois grâce aux actions de haute portée, posées par leur excellence Macky SALL et Abdelmajid TEBBOUNE. « Ma participation au salon SIPSA entre dans cette dynamique d'élargissement et de renforcement des liens unissant nos deux pays », conclut-il.

DR AMINE BENSEMMANEN PRÉSIDENT GRIFI FILIHA INNOVE «Le SIPSA FILIHA et AGROFOOD aux couleurs de l'innovation !»

L'incontournables rendez-vous de l'actua-lité agricole, le Salon Sipsa Filaha Innov, se tiendra du 22 au 25 Mai 2023 à la SAFEX, au niveau des Pins Maritimes. Il s'étalera comme à son habitude sur les après les hydrocarbures.

D'autre part cette première édition du salon AFRIKA AGROFOOD au sein même de cette 21^{ème} Le SIPSA-FILAHA & AGROFOOD, aux Couleurs de l'innovation! Cinq pavillons tant l'actualité agricole et la question alimen-taire revêtent une importance cruciale. Tra-ditionnellement orienté vers l'agriculture, l'élevage et la pêche, le salon SIPSA 2023 se renouvelle de bien des manières. D'abord, no-tons une innovation avec l'organisation en même temps que le SIPSA, du salon Afrika Agrofood orienté vers la transformation des matières premières agricoles. Le secteur de la transformation est « le moteur d'une filière agricole et l'intégrer dans le dispositif concep-tuel du salon SIPSA-AGROFOOD reflète une prise de conscience plus affirmée des dyna-miques de valorisation qui caractérisent l'ap-proche par filière comme méthodologie de progression de l'agriculture en tant que force de première puissance économique du pays. L'édition du SIPSA se peint cette année aux couleurs africaines. L'invité d'honneur en est le Sénégal avec la présence attendue d'une forte délégation en provenance des pays de la CE-DEAO qui aura à cœur de présenter au marché algérien les cette délégation en sera le ministre sénégalais de l'agriculture, pays d'honneur de la 21^{ème} édition du SIPSA, ce qui indique l'importance attachée par le Sénégal à la relation bilatérale avec notre opportunités d'affaires au Sénégal mais aussi les potentiels d'importation en provenance de ces pays dans une orientation résolument sud-sud des échanges commerciaux panafricains. Cette approche est d'autant plus fructueuse, que la section AFRIKA AGROFOOD du salon s'exportera à Dakar dès décembre 2023 pour entraîner avec elle, l'ensemble des opé-rateurs algériens intéressés par la commercialisa-tion de leurs productions agroalimentaires en direction de cette sous-région continentale.

Autre innovation de cette édition du SIPSA-FILAHA, l'organisation de la première édition de DJAZAQUA, salon de la pêche et des pro-ductions halieutiques, pisciculture et aquacul-ture en raison d'une maturation incontestable de ce secteur et de son apport de plus en plus important à la sécurité alimentaire de notre pays.

De nouveaux opérateurs se sont fortement im-pliqués dans les productions halieutiques jusqu'à introduire les techniques les plus mo-dernes et les plus prometteuses afin d'assurer un essor progressif et constant à ce secteur spécifique qui mérite une attention toute parti-culière et donc un salon de la maturation. C'est pour cette raison que le SIPSA contri-buera à les mettre en valeur afin d'encourager des vocations nouvelles en renforcement d'une activité dynamique et prometteuse. L'innova-tion est aussi au rendez-vous de l'incubation portée par le SIPSA, qui cette année prend une dimension africaine. Le concours Africa SIPSA-innov Award Sid Ahmed Ferroukhi tout en rendant hommage au feu le ministre al-gérien de l'agriculture met l'imagination des jeunes talents africains au service de l'agricul-ture continentale.

La crise du Covid 19 et la guerre russo-ukrai-nienne ont plus que jamais mis en avant les fragilités portées par la question alimentaire au niveau continental et la grande dépendance de l'Afrique à cette problématique essentielle. L'orientation définitivement africaine de l'in-cubateur Filaha Innov en direction de l'agri-tech se veut une réponse à ces interrogations. Bien sûr de manière traditionnelle nous retrou-verons les grandes thématiques du plus impor-tant évènement agricole au Maghreb. Chaque année, il réunit les professionnels aussi bien de l'Agriculture, de l'agri-machinisme, des indus-tries agro-alimentaires ainsi que l'ensemble des métiers liés à l'économie bleue (pêche, aqua-culture, pisciculture). Ce rendez-vous agricole de premier rang offrira aux 25.000 profession-nels qui visitent le salon ses trois déclinaisons, à savoir Filaha (agriculture et machinisme), Afrika-agrofood (agro-alimentaire) et Djaza-qua (pêche & productions halieutiques).

L'agriculture érigée en priorité nationale straté-gique par Monsieur le Président de la Répu-blique est le lieu de la convergence de l'ensemble des efforts des acteurs qui y sont impliqués. Le SIPSA -FILAHA & AGRO-FOOD se veut l'un des catalyseurs d'une telle synergie. Nous y parviendrons d'autant mieux que le Salon accueillera des entreprises du pe-loton de tête de l'agriculture de la performance et de celles qui se positionnent à son service, capables d'impacter réellement sur la producti-vité générale de notre secteur.

De grands noms de cette agriculture nouvelle de l'Algérie nouvelle seront bien entendu pré-sents qu'ils se nomment Cosider Agrico, Sona-trach Activités Agro-Alimentaires ou Madar et bien d'autres encore de l'agriculture de l'effort anonyme, méritoire et prolongé au service de notre alimentation de l'autonomisation. Les fo-rums du SIPSA-FILAHA & AGROFOOD rythmeront le salon avec une présence remar-quée de la FAO qui animera un panel sur le mil, plante annuelle promue céréale de l'année par l'ONU et qui est particulièrement adaptée aux changements climatiques; ce qui nous obligera à mieux repenser le choix de notre système de la céréaliculture. Le blé dur fera également l'objet de toutes les attentions tant il est une réponse en ligne avec notre régime ali-mentaire et la nature de nos sols. Le forum sur le blé dur PHYTOFERTI se fera également l'écho des préoccupations des professionnels de cette filière stratégique exprimées lors de la journée consacrée au blé dur sous l'organisa-tion dynamique du CREA avec la participation active du GRFI (Groupe de Réflexion Filaha Innov). C'est bien ce think tank » de l'agricul-ture algérienne qui animera l'ensemble des fo-rums du SIPSA pour ouvrir les débats sur la chimie raisonnée des sols avec la collaboration active d'Asmidal, discuter du plan pêche du ministère de l'agriculture, scruter l'agriculture saharienne, de montagne sans oublier l'élevage des steppes et encore présenter les opportuni-tés qui s'ouvrent à la modernité de notre sec-teur agroalimentaire en direction de l'Afrique. SIPSA 2023 est plus que jamais au diapason des préoccupations du monde paysan. Il ambi-

tionne d'être une vitrine des acteurs dyna-miques de l'agriculture algérienne intelligente, en présentant chaque année les évolutions du secteur afin d'accompagner les rencontres de toutes natures qui se réalisent dans ce salon plus que jamais au service d notre autonomie alimentaire.

PR BRAHIM MOUHOUCHE

«Les dernières pluies seront toujours utiles.. »

Après de longues périodes de stress hydrique, les nuages finissent par se montrer cléments. Quel effet des dernières pluies sur la produc-tion agricole ? « Les pluies sont utiles à n'im-porte quel moment, malgré les petits effets négatifs qu'elles pourraient avoir. Toutes les cul-tures qui n'ont pas terminé leur cycle vont pou-voir bénéficier de cette eau », estime, ce lundi, Brahim Mouhouche, professeur de l'Ecole na-tionale supérieure d'Agronomie (ENSA) et membre du Haut Conseil scientifique. Selon le Pr Mouhouche, « les céréales, quant à elles, ont subi beaucoup d'effets négatifs à cause du stress hydrique (...) Même si les dernières pluies vont un peu arranger les choses, il ne faut pas croire que nous puissions augmenter les rendements cette année », regrette-t-il, lors de son passage à l'émission L'invité de la Rédac-tion de la Chaîne III de la Radio Algérienne. Dans ce cas, recommande le Pr Mouhouche, il est nécessaire de tirer des leçons et apprendre à tirer profit rationnellement de la ressource hy-drique. « Il faut savoir gérer le peu d'eau que nous avons et l'utiliser de manière technique. Autrement dit, explique-t-il, bénéficier de n'importe quelle goutte », dit-il. Autres recom-mandations du Pr Mouhouche, « réutiliser les eaux de rejet et celles qui se trouvent dans le grand sud pour les grandes cultures. »

R.E.

COLLOQUE
INTERNATIONAL SUR LA
RÉDUCTION DU RISQUE
SISMIQUE**Des experts soulignent
l'importance du numérique
pour limiter les pertes**

Des experts participant au Colloque international sur la réduction du risque sismique ont mis l'accent sur l'importance du numérique et de l'accès aux informations et leur partage entre les différents intervenants en cas de grandes catastrophes, pour une gestion efficace de la crise et de ses répercussions.

Intervenant à cette occasion, le Pr Abdezzak Rachedi, chercheur établi en France, a relevé l'importance de l'internet des objets (IoT) et des drones dans la gestion des catastrophes, notamment la création de chaînes de communication et la collecte des données.

Le même intervenant a plaidé pour la numérisation de l'opération de gestion des catastrophes à travers la collecte des données via les capteurs et l'IoT, qui facilitent les opérations de sauvetage et la prise de décisions adéquates.

Pour sa part, la directrice technique de l'Organisme national de contrôle technique de la construction (CTC), Nabila Tahrat, a présenté un exposé sur la plateforme de gestion post-catastrophe DIMA, développée par le CTC pour la collecte de données à travers des formulaires électroniques.

Selon la même responsable, cette plateforme permet de fournir les analyses des architectes et l'évaluation globale de l'état des bâtiments endommagés, pour permettre ensuite aux autorités publiques de prendre des décisions rapides concernant les mesures nécessaires à prendre".

Dans sa communication sur "la modélisation des risques des catastrophes", Dr. Omar Khamissi (Etats Unis) a souligné "qu'il est temps de comprendre les risques auxquels nous sommes exposés, en dépit de l'absence d'indicateurs de risques de catastrophes naturelles".

L'intervenant a préconisé de "développer les mécanismes de traitement des catastrophes pour un recensement minutieux des dégâts en cas de catastrophes", soulignant que ces derniers seront utiles pour les services de la Protection civile, les centres de recherche et les entreprises.

Le Pr. Hirokazu Tatano (Japon) a mis en avant les expériences acquises des séismes ayant frappé le pays à travers l'adoption de plusieurs lois et textes réglementaires outre la prise de plusieurs mesures pour l'amélioration de la communication entre les différents organes intervenants en cas de catastrophe et ce, dans le souci de limiter les dommages.

De son côté, Dr. Mounir Naili a présenté un exposé sur la technique d'isolation sismique utilisée dans la réalisation de la "Mosquée d'Alger" où 465 appareils du genre ont été installés, ajoutant que ce système permet à la bâtisse de résister aux secousses et de disperser l'énergie sismique. Pour rappel, le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a présidé l'ouverture samedi au Centre international des conférences (CIC), Abdelatif Rahal, du colloque international "Réduire le risque sismique : gouvernance et prospective", organisé par le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville en présence de 700 participants algériens et étrangers.

R E.

COLLOQUE INTERNATIONAL SUR LA RÉDUCTION DU RISQUE SISMIQUE

**Des recommandations axées
sur la prévention**

Les participants au Colloque international sur la réduction du risque sismique, dont les travaux se sont achevés dimanche à Alger, ont présenté une série de recommandations axées sur les moyens de renforcer la prévention du risque sismique et d'améliorer la gestion des catastrophes.

Par Slimane T

Les recommandations de ce colloque, organisé sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, sous le thème "Réduire le risque sismique : gouvernance et prospective", ont été lues par le représentant du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville et président du comité scientifique du colloque, Reda Bouarioua. Les recommandations ont insisté sur la nécessité d'élaborer des cartes de sismicité (Shakemaps) pour les centres urbains et de réaliser des études probabilistes des aléas sismiques régionaux pour toutes les régions du nord du pays, y compris l'Atlas saharien.

Les participants ont appelé, dans leurs recommandations, à généraliser les études de "zonage sismique" au niveau de toutes les régions sismiques et à étendre les études géotechniques des plans d'occupation des sols à toutes les wilayas.

Ils ont également recommandé la création d'une plateforme nationale pour la collecte, le traitement et l'organisation des données géotechniques à travers l'ensemble du territoire national (secteurs public ou privé), avec obligation pour tous les acteurs du secteur du bâtiment d'intégrer l'ensemble des données dans cette plateforme.

Concernant les moyens, les participants ont plaidé pour l'intensification du réseau national d'accélérateurs relevant du Centre national de recherche appliquée en génie parasismique (CGS), par l'acqui-

sition de 300 nouveaux appareils pour couvrir toutes les zones sismiques du nord du pays et l'acquisition de 10 stations sismiques pour étudier les principales failles actives.

Ils ont aussi préconisé l'utilisation des isolateurs sismiques dans les bâtiments stratégiques, l'élaboration d'un cahier des charges pour la réhabilitation des bâtiments, l'adoption d'une loi technique nationale sur les bâtiments en exploitation et la sensibilisation au risque sismique dans les écoles.

Les recommandations préconisent, en outre, l'intégration d'un indicateur contrôle qualité de la construction dans le certificat de qualification des entreprises, basé sur des données réelles à travers l'évaluation des travaux sur le terrain, en sus de la nécessité de renforcer le suivi et le contrôle des constructions individuelles de particuliers.

L'accent a été mis, en outre, sur l'importance de promouvoir la recherche appliquée dans le domaine du génie parasismique ainsi que sur l'encouragement de la coopération entre les acteurs de la recherche scientifique, notamment les universités, les centres de recherche et les entreprises industrielles.

Il est également nécessaire, relèvent les participants, d'augmenter le soutien financier pour la mise en œuvre de projets de recherche expérimentale, et de partager les résultats de la recherche avec les communautés scientifiques, politiques et la société civile lors de rencontres nationales et à travers différents moyens de communication.

Afin d'assurer une gestion plus efficace

des catastrophes, les participants ont jugé nécessaire de procéder à des exercices de simulation selon les spécificités locales et régionales, de renforcer la communication et la coordination continue entre les acteurs concernés et de sensibiliser les citoyens aux opérations d'évacuation lors des risques majeurs.

L'adoption et la promotion de l'utilisation de solutions innovantes dans la gestion des risques majeurs, ainsi que le renforcement des capacités humaines et matérielles des parties prenantes ont également été mis en exergue lors de ce colloque, notamment à travers des formations dans le domaine de la gestion des risques majeurs.

Les participants ont appelé à une révision de la loi sur les assurances des risques majeurs et à la promotion de l'activité de l'association nationale du génie parasismique.

La conversion de la Délégation nationale aux risques majeurs, dans le cadre de la révision de la loi n 04-20, en Agence nationale de prévention et de gestion des catastrophes, a été proposée lors de l'événement qui a soulevé l'importance de mettre en œuvre le mécanisme d'intervention africain proposé par l'Algérie et approuvé par l'Union Africaine (UA).

Dans son intervention avant la clôture des travaux du colloque, la Directrice exécutive du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), Maimunah Mohd Sharif s'est félicitée de l'organisation par l'Algérie de cet événement, soulignant l'importance de construire selon des normes scientifiques pour des zones urbaines plus résilientes.

MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE

Les efforts se poursuivent pour assurer la pérennité du service public

Le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal a affirmé, dimanche à Béchar que les efforts de son département vont dans le sens de la pérennité du service public et la gestion durable des ressources en eau.

S'exprimant en marge de la cérémonie d'inauguration du projet de Transfer des eaux du champ de captage de Menounet vers Abadla, M. Derbel a affirmé que "l'objectif visé est la poursuite des efforts pour assurer la pérennité du service public et la gestion durable des ressources en eau, et ce, à travers la poursuite du développement des infrastructures hydrauliques dans le but de répondre aux besoins des populations notamment en ma-

tière d'approvisionnement en eau potable".

Ce projet, qui permet désormais le transfert quotidien d'une quantité de 7.600 M3 d'eau à partir de cinq (5) forages, grâce à un réseau de conduite de 40 km, permettra de mettre fin aux perturbations enregistrées dans la wilaya en matière de distribution de l'eau potable, selon les explications fournies à la délégation ministérielle.

Il fait partie d'un programme de réalisation d'une dizaine de forages à travers les communes de Béchar et Beni-Ounif, avec enveloppe financière globale de 950 millions DA, a-t-on ajouté de même source.

Le ministre s'est enquis, lors de sa visite de travail,

de la cadence des travaux de réalisation de la nouvelle station de traitement et d'épuration des eaux usées (STEP), de la ville de Béchar.

Cette STEP dont les travaux sont actuellement à 60% et qui aura une capacité de traitement de 55.584 M3 par jour des eaux usées a nécessité un investissement sectoriel de plus de quatre (4) milliards DA.

Devant être mise en service en juin 2024, cette station "permettra le traitement et l'épuration des eaux usées afin de les réutiliser pour l'irrigation des deux périmètres agricoles limitrophes qui s'étendent sur une superficie de 2.000 ha dédié à la phoeniculture et l'oléiculture", a

expliqué Ziani Nora, directrice générale de l'Office national de l'assainissement (ONA).

Au terme de sa visite de travail de deux jours dans la wilaya, le ministre de l'Hydraulique a donné le coup d'envoi du projet de réalisation d'un château d'eau d'une capacité de retenue de 25.000 M3 à Béchar.

L'opération s'inscrit dans le cadre d'un programme de réalisation de trois (3) installations similaires totalisant une capacité de stockage de 100.000 m3, avec un coût global de plus de deux (2) milliards DA, a-t-on fait savoir.

R E.

TEBBOUNE DEPUIS HIER AU PORTUGAL

Pour de nouvelles perspectives de coopération

Selon un communiqué de la Présidence, le Chef de l'Etat est en visite officielle depuis hier à Lisbonne. Cette visite de deux jours entre dans le cadre du "renforcement des relations d'amitié historiques, de coopération et de bon voisinage entre les deux pays" et vise à "ouvrir de nouvelles perspectives et à étendre ces relations à des domaines plus larges au mieux des intérêts des deux peuples voisins"

Par Samir Chalabi

Les relations entre Lisbonne et Alger, ont été de tout temps empreintes de franchise, et d'équité, tant du point de vue relation d'amitié, que de commerce. Selon des spécialistes de la question, le ciel est dégagé entre les deux pays, et le Président Tebboune n'aura aucune difficulté à mieux asseoir des relations entre les deux capitales, puisque les avis convergent et sont dans leurs généralités partagés. Les contacts entre les deux pays ont été tout le temps continus et assidus. En effet, il y a une semaine le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, à Alger, le ministre portugais de l'Economie et de la Mer, Antonio Costa Silva, avec lequel il a abordé essentiellement les perspectives de consolidation

des relations économiques bilatérales, notamment dans le domaine de l'investissement et du commerce. Lors de cette rencontre les deux responsables ont passé en revue "l'état des relations économiques et commerciales et les perspectives de leur développement et de leur consolidation, notamment à la faveur des nouvelles incitations et des nouveaux avantages qu'offre la nouvelle loi sur l'investissement pour les investisseurs étrangers, ce qui permettra de consolider la dynamique commerciale entre les deux pays". Aussi, selon le Ministre portugais de l'Economie et de la Mer "l'Algérie est un partenaire économique important pour le Portugal", ajoutant que son pays œuvrera à activer les voies et moyens de la coopération et du partenariat avec l'Algérie". En matière de relation économique, la dernière session du

groupe de travail mixte Algéro-Portugais a été qualifiée d'excellente et de bonne augure par les deux parties. Puisqu'à l'issue de cette session, a été signé un procès-verbal, en prévision de la visite du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, au Portugal. De même que cette session a permis d'identifier des axes pouvant mener vers la concrétisation d'actions de coopération fructueuses et de mettre l'accent sur la détermination des deux parties à renforcer les liens économiques et commerciaux existants entre l'Algérie et le Portugal. Les deux pays ont toujours mis l'accent sur la nature des relations d'amitié et de bon voisinage qui existent entre les deux pays, tout en soulignant l'intérêt tout particulier que leur accorde le président de la République qui ne ménage aucun effort pour leur promotion, étant fon-

dées sur l'attachement aux principes et aux valeurs communes. Pour l'instant, les investissements portugais en Algérie ne sont pas conséquents, et les échanges commerciaux ne dépassent pas les 450 millions d'euros, d'après les chiffres du ministre du commerce Tayeb Zitouni. Un volume qui, selon lui, « reste en deçà du potentiel existant entre les deux pays ». Par ailleurs, dans le domaine de l'énergie, l'Algérie figure en tête des fournisseurs du marché portugais en gaz durant ces dernières années. D'après les derniers chiffres de la société portugaise de pétrole et du gaz Galp Energia, qui est liée à Sonatrach par un contrat d'approvisionnement de 2,4 milliards m³/an, jusqu'en 2029, l'Algérie détient près de 40% du marché du gaz naturel portugais, et près de 4% du GNL.

SOUS LE SIGNE DE L'OPEN INNOVATION

Ouverture de la 6ème édition du Sanist 2023

La 6ème édition du Salon national de la sous-traitance inversée "Sanist 2023" a été ouverte lundi à Alger, sous le signe de l'open innovation, avec comme objectif principal de tisser des liens entre les grandes entreprises et les PME afin de valoriser le partage d'expériences et de favoriser les échanges commerciaux entre elles. Le Sanist 2023 qui se tiendra jusqu'au 25 mai au Palais des Expositions (Pins Maritimes-Alger) est organisé par la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI) et la Société algérienne des foires et exportations (Safex), sous le parrainage du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations et en collaboration avec la Bourse algérienne de sous-traitance et de partenariat (BASTP). Cette édition a été ouverte en présence du secrétaire général du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, El Hadi Bakir, et du ministre sénégalais de l'Agriculture, de l'Équipement rural et de la Souveraineté alimentaire, Aly Ngouille Ndiaye. Cet événement qui revient après quatre années d'absence est marqué par la participation de 80 exposants, dont de grands groupes industriels publics et privés, avec comme nouveauté la participation, pour la première fois, de startups qui sont au nombre de huit. Dans le cadre de la sous-traitance inversée,

les exposants à ce salon sont des donneurs d'ordre (grandes entreprises) qui visent à travers leur participation à rencontrer des receveurs d'ordre (PME) afin de leur exprimer leurs besoins, en termes de composants, semi-produits, pièces de rechanges ou en matière de sous-traitance. L'objectif ultime est d'augmenter l'intégration de leur production.

Les participants au Sanist 2023 activent dans les domaines de la mécanique, la construction métallique, l'électricité, l'électronique, l'électroménager, des hydrocarbures, de l'énergie électrique, des mines, des industries pétrochimiques, de la sidérurgie, de la métallurgie, des cimenteries, des briqueteries, des travaux publics, des transports, de la réparation navale et des industries manufacturières. Lors d'un point de presse organisé à l'issue d'une visite effectuée dans différents stands du salon, M. Bakir a indiqué que ce type de manifestation devrait permettre "d'évaluer les capacités de production des entreprises algériennes", tout ajoutant que le ministère fera en sorte de "valoriser les produits de ces entreprises en les faisant connaître en termes de capacités de production théoriques et réelles".

M. Bakir a rappelé, dans ce sens, le lancement par le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations de l'opération de

recensement des capacités de production de l'ensemble des entreprises de production algériennes, en vue de définir la qualité et la quantité des produits fabriqués localement. De son côté, M. Ndiaye a mis en avant dans des déclarations à la presse "le bon exemple" que représente "la coopération entre les PME algériennes et leur interaction avec les grandes entreprises afin d'assurer une meilleure intégration du marché".

Il a assuré, dans ce sens, que les "entrepreneurs algériens sont les bienvenus au Sénégal, pour investir ou faire du commerce destiné au Sénégal et aux marchés africains". Pour sa part, le directeur général par intérim de la CACI, Hocine Zaoui, a expliqué que l'objectif de ce salon était de "renforcer le tissu de la sous-traitance qui verra s'installer et se greffer autour de grands projets lancés notamment dans les domaines de l'industrie de la mécanique, de l'électronique, dans l'électroménager, dans l'injection de plastique", donnant l'exemple de l'industrie automobile qui aura besoin "obligatoirement", de sous-traitants qui leur fournissent le pneu, les pare-brises, les équipements technologiques et autres.

A noter que ce salon verra l'organisation d'un atelier animé par des start-up ainsi que des conférences ayant trait à la sous-traitance en Algérie. **R E.**

ALGÉRIE/SÉNÉGAL

Renforcer la coopération dans les domaines de l'énergie et des mines

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, a reçu dimanche à Alger, le ministre sénégalais de l'Agriculture, de l'Équipement rural et de la Souveraineté alimentaire, Aly Ngouille Ndiaye, avec lequel il a examiné les moyens de renforcer et de développer la coopération économique bilatérale dans les domaines de l'énergie et des mines, indique un communiqué du ministère. Lors de la rencontre qui s'est déroulée au siège du minist-

ère, les deux ministres ont passé en revue les opportunités de coopération et d'investissement entre les entreprises des deux pays en matière de production et de distribution d'électricité, notamment la production de l'électricité renouvelable en vue d'alimenter les exploitations et les périmètres agricoles, et de profiter de l'expérience algérienne dans ce domaine. Les deux parties ont par ailleurs évoqué les opportunités de coopération et

d'investissement dans le domaine de l'industrie des engrais agricoles et leur commercialisation, ajoute le communiqué. Le ministre de l'Énergie et des Mines a mis en exergue l'importance des échanges avec le Sénégal, affirmant la nécessité de concourir à leur renforcement et développement via les groupes Sonelgaz et Sonatrach, notamment dans les domaines d'intérêt commun, en axant sur l'échange d'expertises et la formation.

Les deux ministres ont également exprimé "la volonté commune des deux pays de renforcer la coopération dans plusieurs domaines", note le document. La rencontre intervient dans le cadre de la visite du ministre sénégalais en Algérie pour participer au 21e Salon international de l'agriculture, de l'élevage et de l'agro-industrie (SIPSA), prévu du 22 au 25 mai au Palais des expositions des Pins maritimes (Alger). **R E.**

PÉTROLE

Le baril de Brent à plus de 75 dollars

Les prix du pétrole évoluaient sans direction claire lundi, entre l'incertitude quant à l'issue des négociations sur le plafond de la dette américaine qui pèse sur le brut, et la perspective d'une potentielle réduction de l'offre de l'Opep+. Vers 09H20 GMT, soit 11H20 à Paris, le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juillet, prenait 0,11% à 75,66 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison en juin, dont c'est le dernier jour de cotation, abandonnait 0,14% à 71,45 dollars.

«L'impasse dans laquelle se trouvent les négociations sur le plafond de la dette américaine pèse lourdement sur le sentiment des négociants en pétrole», commente Ricardo Evangelista, analyste chez ActivTrades. Joe Biden et Kevin McCarthy, le chef des Républicains à la Chambre des représentants, doivent reprendre lundi les discussions après un week-end de blocage sur ce dossier, pour tenter d'éviter un dangereux défaut de paiement des Etats-Unis. «La plupart des investisseurs continuent de croire en un accord de dernière minute (...) pour relever le plafond de la dette américaine», poursuit l'analyste. Mais d'ici là, «il faut s'attendre à une plus grande volatilité sur les marchés pétroliers mondiaux, avec de nouvelles baisses de prix probables à l'approche de la date butoir début juin», prévient-il.

Un resserrement du marché plane cependant, et dépend «de la réalisation par l'Opep+ des réductions de l'offre promises», affirment les analystes de CBA. Début avril, certains membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et leurs alliés (Opep+) avaient en effet annoncé des réductions volontaires de leur production, faisant grimper les cours du brut.

Les prix sont retombés depuis les craintes croissantes de récession mondiale et de demande plus faible. Ces réductions, qui devaient être mises en oeuvre dès mai 2023, concernent environ 1,7 million de barils par jour (bpj). Les représentants des membres de l'alliance doivent se réunir à Vienne début juin pour décider de leur prochain objectif de production. Côté gaz naturel, le contrat à terme du TTF néerlandais, considéré comme la référence européenne, évoluait en légère baisse à 29,45 euros le mégawattheure (MWh), peu après avoir touché les 28,90 euros le MWh, un nouveau plus bas depuis près de deux ans.

Agence

SOUK AHRAS

5.660 mètres de câbles électriques volés au cours des quatre premiers mois de 2023

Les services de la Société de distribution de l'électricité et du gaz (SDEG) de la wilaya de Souk Ahras ont fait état du vol de 5.660 mètres de câbles électriques entre le 1er janvier et le 30 avril de l'année en cours, a-t-on appris samedi auprès de la Direction de la SDEG.

Les pertes financières résultant de ces vols sur le réseau électrique ont atteint plus de 3,7 millions de dinars, a indiqué à l'APS la responsable de la communication Sihem Benaïcha, notant que les agressions répétées sur le réseau ont influé négativement sur la qualité et la continuité du service fourni aux clients.

Elle a rappelé qu'il a été enregistré, au cours de l'année 2022, le vol de 7.120 mètres de câbles électriques pour une perte estimée à 5,5 millions de dinars. Mme Benaïcha a également fait savoir que le phénomène du vol et d'agressions sur le réseau de l'électricité et du gaz s'est récemment aggravé du fait de la présence de groupes de malfaiteurs derrière le sabotage des installations pour obtenir du cuivre et des disjoncteurs aériens servant au contrôle à distance.

Des équipements, a-t-elle expliqué, qui permettent aux agents de la société de distribution de l'électricité et du gaz de déterminer à distance l'emplacement des pannes pour une intervention rapide à même d'assurer le réapprovisionnement en énergie.

Un appel a été lancé en direction des clients de la société de distribution leur demandant de signaler la moindre suspicion d'agression sur les réseaux énergétiques, d'autant que ce type de méfaits porte atteinte à la continuité du service fourni et risque même de faire des victimes..

TIPASA

Entrée en service « progressive » du barrage Kef Eddir l'été prochain

L'entrée en service du barrage Kef Eddir de Damous, à l'extrême-ouest de Tipasa, interviendra « progressivement » au cours de l'été prochain, a-t-on appris des services de la wilaya.

« Le taux d'avancement du projet du transfert hydrique du barrage Kef Eddir est actuellement estimé à 51%, et son exploitation interviendra progressivement à partir de l'été prochain, pour profiter dans une première étape aux communes de Beni Milek et Damous », a-t-on ajouté de même source. La 2e étape d'exploitation des eaux de ce barrage, sur lequel de grands espoirs sont fondés pour mettre fin au manque accusé en matière d'alimentation en eau potable (AEP) et des eaux d'irrigation, profitera aux communes d'El-Arhat, Gouraya et Messelmoune. Quant à la 3e étape de ce projet, lancé en réalisation en juillet 2021 au niveau de ce barrage, dont la capacité théorique est estimée à 125 millions de m³ d'eau, elle concerne les communes de Hadjret Ennous, Aghbal, Sidi Ghilès, Sidi Semiane et Cherchell, en plus du renforcement de l'AEP dans la commune de Tipasa, selon la même source.

Ces prévisions d'exploitation ont été énoncées suite à une visite d'inspection par le wali

UNIVERSITÉ CONSTANTINE 3

La gestion des risques majeurs au menu d'un colloque avec des universités roumaines

Les professeurs d'université et des chercheurs ont souligné, samedi à Constantine, la nécessité de "préparer des stages de formation conjoints entre l'Université Constantine 3 et les universités roumaines sur le mode de gestion des risques majeurs, afin d'échanger les expériences des deux pays dans ce domaine".

Au cours d'un colloque scientifique organisé à l'Université Salah-Boubnider (Constantine 3), dans le cadre des 9èmes journées scientifiques algéro-roumaines, sous le titre "Fragilité, prévention, adaptation et flexibilité des territoires", les participants ont insisté sur "l'importance d'élargir le partenariat entre les deux pays afin d'organiser des stages de formation à l'adresse des chercheurs". "Des stages, a-t-on ajouté, qui permettront d'échanger des expériences dans le domaine du développement urbain et d'élaborer des "plans efficaces, à même de faire face aux catastrophes naturelles". Dans une communication intitulée "risques urbains et développement durable", le Pr. Ahmed Barara (ancien directeur du Centre national de recherche en urbanisme, et spécialiste de la réhabilitation du vieux bâti) a valorisé la proposition de former des doctorants des deux pays dans le domaine du contrôle des outils de prévision et d'analyse. Une formation, a-t-il dit, à même de préparer des stratégies de développement flexibles dans lesquelles les citoyens seront impliqués et préparés à l'adaptation des villes aux risques d'inondations, de séismes et d'incendies, de sécheresse, de désertification et autres phénomènes environnementaux. Pour sa part, le Pr. Florina Grecu, de l'Université de Bucarest (Roumanie), lors d'une intervention sur le "diagnostic des risques géomorphologiques potentiels", a indiqué que la mise en place de passerelles d'échanges



de connaissances et d'expertises scientifique permettra "d'améliorer la résilience des villes et des territoires aux risques", et "d'élever le niveau de préparation et la possibilité de récupération et de restauration des infrastructures pendant la phase post-catastrophe". Le Dr. Abdelkrim Bensaïd, professeur à l'université d'Orléans (France), a mis en exergue, de son côté, dans une communication sur "l'importance d'impliquer tous les acteurs dans l'enrichissement de la base de données des risques majeurs", l'importance de former des étudiants chercheurs spécialisés dans

l'utilisation des technologies modernes telles que l'utilisation d'images satellite et de radars en temps réel, ainsi que des programmes d'identification et d'analyse de la fragilité des zones et des bâtiments. En plus, a-t-il ajouté, d'un contrôle efficient lors de l'étude de l'ampleur des inondations et des tremblements de terre dans les villes. Les travaux de cette rencontre internationale qui se poursuivra jusqu'à dimanche à l'Institut de gestion des techniques urbaines, seront marquées par des communications de professeurs et de chercheurs d'Algérie, de Tunisie, du Togo, du Bénin, de France et de Roumanie.

BEJAIA

Une délégation de l'institut d'Etudes politiques et stratégiques du Nigéria en visite dans la wilaya

Une délégation de l'institut d'études politiques et stratégiques du Nigéria en visite depuis plusieurs jours en Algérie, a fait samedi une escale à Bejaia où elle a passé en revue plusieurs infrastructures économiques connues pour leurs performances mais aussi pour leur promesse d'avenir. Accompagné par les autorités locales, les hôtes de la capitale des Hammadites ont dès leur arrivée fait une halte au port de Bejaia, où ils se sont intéressés à

l'unité de réparation navale s'y trouvant, tout particulièrement à ses capacités en la matière, à la dotation technique de ses ateliers et à la gestion de ses ressources humaines, notamment à l'algérianisation de ses cadres. Quelques membres de la délégation nigériane, qui ont inspecté et constaté de visu les travaux menés sur le car-ferry le "Tassili II", en réparation sur le dock flottant de l'entreprise, n'ont pas caché, à cet effet, leur admiration en se montrant très élo-

giés sur la qualité du travail rendu.

Du reste, le même sentiment a régné, au terme d'un "crochet" similaire, effectué à hauteur du complexe corps gras et oléagineux du groupe agroalimentaire "Cevital" qui renferme, dans son antre, "la plus grande raffinerie d'huile de table d'Afrique", selon ses gérants, qui ont fait cas, à ce titre, de développer davantage leurs activités, notamment celles inhérentes à l'exportation. Dans ce sillage, et à travers un

documentaire vidéo, ils ont étalé la grande variété de leurs produits, allant de la production d'huile, beurre, margarine et sucre, à celle des eaux minérales, en passant par le nouveau projet de trituration de graines oléagineuses, dont l'inauguration est imminente, expliquant à chaque fois, les process qui en sont à la base et les singularités qui les caractérisent et qui en font leur succès.



de Tipasa, Aboubakr Seddik Boucetta, durant laquelle il s'est enquis des travaux du projet de transfert hydrique du barrage Kef Eddir, dans le cadre du suivi périodique des projets structurants et vitaux, notamment ceux visant l'alimentation des citoyens en eau potable. À noter que la production d'eau potable est actuellement estimée à 180 000 m³/jour, dans la wilaya de Tipasa, un volume jugé « insuffisant » pour couvrir la totalité des besoins de la population locale, notamment en raison du manque des précipitations pluviales.

Les communes de la wilaya sont actuellement alimentées avec une moyenne fluctuant entre une fois par jour à une fois tout les quatre jours, un fait dénotant l'« extrême importance » de ce projet de Kef Eddir, pour faire face à ce stress hydrique, selon les estimations de la direction locale de ressources en eau. Une fois ce transfert hydrique opérationnel, il assurera un volume annuel global de 21 millions de m³ d'eau au profit des communes de Damous, Beni Milek, El-Arhat,

Gouraya, Aghbal, Messelmoune, Hadjret Ennous, Sidi Semiane, Cherchell et Sidi Moussa, en plus d'un volume de 8.613 m³/jour, pour une population globale de 45 897 âmes, au niveau de 58 zones d'ombre, selon la fiche technique du projet. Ce projet « d'envergure » englobe la réalisation de 110 km linéaires de canalisations, 14 stations de pompage et 13 réservoirs d'une capacité de 140 000 m³, outre une station de traitement des eaux d'une capacité de production de 210 000 m³/jour, devant être réceptionnée en trois étapes, permettant chacune la production et le transfert de 70 000 m³ d'eau/jour pour assurer l'approvisionnement des citoyens en eau potable, signale un communiqué émis précédemment par le ministère de tutelle. Ce projet est doté d'un caractère « régional et stratégique indéniable », vu qu'il permettra, également, l'alimentation en eau potable de communes d'Aïn Defla et de Chlef (Aïn Goussine, Brira et Beni Haoua), parallèlement à l'exploitation d'un volume d'eau considérable pour l'irrigation de terres agricoles au niveau de ces trois wilayas, selon la même source.

Un rapport d'Oxfam dénonce le fiasco des politiques d'austérité du FMI dans les pays pauvres

« Pour chaque dollar que le FMI a encouragé un ensemble de pays pauvres à dépenser en biens publics, il leur a demandé de réduire quatre fois plus les dépenses par le biais de mesures d'austérité », a estimé le groupe humanitaire.

Le Fonds monétaire international (FMI) insiste sur le fait que les soi-disant « planchers de dépenses sociales » adoptés dans le cadre de ses programmes de prêts aux pays pauvres et à revenu intermédiaire contribuent à protéger les services sociaux essentiels contre les types d'austérité que la puissante institution a historiquement imposés aux emprunteurs. Mais une analyse d'Oxfam International, publiée jeudi au milieu des réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale, a révélé que les planchers de dépenses du Fonds – qui font partie d'une stratégie mise en œuvre en 2019 – « s'avèrent largement impuissants face à ses propres politiques d'austérité qui, au lieu de cela, obligent les pays à réduire les financements publics. »

Le groupe humanitaire a estimé que « pour chaque dollar que le FMI a encouragé un ensemble de pays pauvres à dépenser pour les biens publics, il leur a demandé de réduire quatre fois plus par le biais de mesures d'austérité. » Les « planchers de dépenses sociales » du FMI ont encouragé l'augmentation des dépenses sociales corrigées de l'inflation d'environ 1 milliard de dollars au cours de la deuxième année de ses programmes de prêts par rapport à la première année, dans les 13 pays participants pour lesquels des données sont disponibles », a estimé Oxfam. « En comparaison, la campagne d'austérité du FMI a obligé la plupart de ces mêmes gouvernements à supprimer plus de 5 milliards de dollars de dépenses publiques au cours de la même période. » Le rapport d'Oxfam intervient alors que les pays pauvres sont confrontés à ce que les Nations unies ont qualifié mardi de « dé-



cennie perdue », en grande partie à cause de la montée en flèche des niveaux d'endettement et des hausses de taux d'intérêt mises en œuvre par la Réserve fédérale américaine et d'autres banques centrales. Le groupe de pression Debt Justice, basé au Royaume-Uni, a publié en début de semaine des chiffres montrant qu'en 2023, les paiements de la dette des pays à faible revenu atteindront leur niveau le plus élevé en 25 ans, mettant en péril les dépenses en matière de santé, d'éducation, d'action climatique, etc. Dans son nouveau rapport intitulé IMF Social Spending Floors : A Fig Leaf for Austerity? [Planchers de dépenses sociales du FMI : Une feuille de vigne pour l'austérité ?, NdT] – Oxfam a analysé les données de 17 pays à revenu faible ou intermédiaire qui ont accepté des programmes de prêts à long terme avec le FMI en 2020 et 2021, années au cours desquelles le coronavirus a fait des ravages

dans le monde entier. Le groupe a constaté que les planchers de dépenses sociales du FMI étaient inefficaces pour atteindre leur objectif déclaré de préserver des niveaux minimums d'investissement social. « D'après les données disponibles, aucun des 17 pays ne dispose actuellement d'un plancher de dépenses sociales suffisant pour couvrir le coût de la réalisation de l'objectif de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en matière de santé, sans parler des objectifs dans d'autres domaines tels que l'éducation », a constaté Oxfam. « Les planchers convenus par le FMI avec le Tchad, le Cameroun, la Jordanie et Madagascar signifient que leurs objectifs de dépenses sociales fixés dans le programme du FMI ont en fait diminué de 3 à 5 % au cours de la durée de leurs prêts. » Amitabh Behar, le nouveau directeur exécutif intérimaire d'Oxfam Internatio-

nal, a déclaré que « pour aggraver les choses, ces planchers sociaux sont devenus davantage des plafonds. » « Alors que seulement la moitié des 17 pays que nous avons analysés avaient effectivement respecté leurs planchers de dépenses sociales – ce qui est assez décevant – seulement deux d'entre eux avaient dépensé 10 % de plus que ce qu'ils avaient convenu avec le FMI » a ajouté Behar. Le nouveau rapport a été publié quelques mois après qu'une analyse distincte d'Oxfam a révélé que 13 des 15 programmes de prêts du FMI négociés au cours de la deuxième année de la pandémie de Covid-19 exigeaient « de nouvelles mesures d'austérité telles que des taxes sur les denrées alimentaires et les carburants, ou des réductions de dépenses qui pourraient mettre en péril des services publics vitaux », y compris les soins de santé.

Oxfam et Development Finance International ont estimé l'année dernière que la moitié des pays à revenu faible et moyen inférieur ont réduit la part de leur budget consacrée aux dépenses de santé au cours des deux premières années de la crise du coronavirus.

Dans son rapport de jeudi, Oxfam suggère un certain nombre d'améliorations que le FMI pourrait apporter à ses programmes de prêts afin de protéger les services publics clés des pays pauvres contre les coupes budgétaires.

« Le FMI devrait fixer des niveaux de dépenses sociales permettant au moins d'atteindre les objectifs de dépenses et les résultats sociaux définis dans les stratégies de développement des pays » a recommandé le groupe. « Il devrait s'agir d'objectifs de dépenses sociales soutenus par des cadres macroéconomiques qui permettent de progresser rapidement vers les objectifs de développement durable. »

Oxfam a également soutenu que « les planchers de dépenses sociales devraient être augmentés par des mesures progressives de collecte de revenus, en particulier différentes formes d'imposition de la richesse, plutôt que par une réaffectation des ressources ou des coupes budgétaires. »

« Si l'initiative des « planchers de dépenses sociales » conserve son urgence et sa promesse initiales, a déclaré Behar dans un communiqué jeudi, elle est minée par les pires effets de l'austérité que le FMI poursuit avec beaucoup plus d'enthousiasme. »

Source : Common Dreams, Jake Johnson
Traduit par les lecteurs du site Les-Crises

MAURITANIE/OLYMPIADES
AFRICAINES

DES MATHÉMATIQUES

Le groupe mauritanien
obtient six médailles et un
certificat de considération

Le groupe mauritanien participant aux olympiades africaines de mathématiques, organisées au Rwanda du 13 au 22 Mai 2023 a obtenu six médailles et un certificat de considération.

Le groupe se compose de 3 garçons et 3 filles du niveau de la sixième année des mathématiques. Ils ont été sélectionnés à travers un concours organisé par le ministère de l'Éducation nationale et de la réforme du système d'enseignement par le biais de la commission nationale des concours en sciences, le 19 mars 2023 et ont bénéficié d'une session de formation intensive avant de se rendre à Kigali, capitale du Rwanda pour entamer la concurrence avec les groupes représentant les 32 pays présents cette année à la 30ème session des olympiades africaines des mathématiques.

La Mauritanie a déjà obtenu plusieurs médailles et certificats de considération depuis sa participation en 2020 aux olympiades arabes des mathématiques et dans les autres concours qui ont suivi comme les olympiades internationales de mathématiques, les olympiades africaines et les olympiades de la francophonie des mathématiques.

Cette participation est la deuxième du pays dans des olympiades africaines de mathématiques et la première pour les filles dans un concours international ou régional en mathématiques.

Le groupe a été encadré au cours du voyage par les inspecteurs de mathématiques Isselmou Ould Varaj, président de la délégation et son adjoint Mahfoudh Ould Mohamed Amou, en plus de Mme Mariem Mint Sidina Ould Dhib, chargée de mission au ministère de l'Éducation nationale et de la réforme du système de l'enseignement, présidente de la commission nationale des concours des sciences.

Dans une déclaration à l'AMI, La présidente de la Commission nationale des concours en sciences a déclaré au reporter de l'AMI que le ministère a formé un nouveau groupe olympique pour les mathématiques, à travers le choix d'élèves de la 5ème et de la sixième années pour pouvoir les former durant une période plus longue dans le but d'enregistrer plus de succès dans les concours scientifiques, assurant ainsi une présence plus grande de la Mauritanie dans les différentes tribunes internationales.

Elle a ajouté que la commission nationale des concours en sciences s'apprête à former et à préparer le groupe qui représentera la Mauritanie aux olympiades internationales de mathématiques prévues en juillet prochain au Japon. Elle a enfin remercié tous les inspecteurs et professeurs qui ont participé aux différentes étapes de cette opération en vue d'assurer sa réussite.

MAROC

Le Makhzen impliqué dans un complot électoral à Melilla

Le régime du Makhzen est encore une fois cité dans une affaire de corruption, dans laquelle il est soupçonné d'être impliqué dans l'achat de votes par correspondance dans le préside espagnol de Melilla, pour tenter d'accroître l'influence et la présence d'un parti dans le gouvernement de cette ville autonome.

Selon le site espagnol El Confidencial, de hauts responsables des services d'information de la police et de la garde civile espagnole, ont émis le soupçon que Rabat essaie d'assurer la présence de la Coalition musulmane pour Melilla (CPM) dans le gouvernement de la ville autonome pour augmenter son influence dans cette enclave stratégique.

La question est traitée comme une menace pour la sécurité nationale et l'intégrité territoriale de l'Espagne. "Nous avons des indices rationnels que le Maroc pourrait être derrière", explique l'un des commandants de la police à El Confidencial.

Les agents du Centre national de renseignement (CNI) estiment que les services secrets marocains auraient fourni des fonds à un réseau clandestin pour acheter plus de 10.000 votes par correspondance, soit près du tiers de tous ceux qui ont été déposés dans les urnes de Melilla lors des précédentes élections de 2019 (34.393). Le site rapporte que pour chaque vote, entre 50 et 200 euros auraient été versés, selon des sources proches des investigations.

De l'avis des spécialistes, l'achat de voix a atteint des niveaux qu'ils qualifient de "trop grossiers".

Selon des sources du ministère de l'Intérieur, le dossier a atterri au tribunal d'instruction numéro 2 de la ville autonome.

Pour sa part, le candidat de Vox à la présidence de Melilla, José Miguel Tasende, a assuré à El Confidencial qu'il ne serait pas



surpris que le Maroc soit à l'origine du scandale de l'achat de votes par correspondance dans le préside.

Il s'était même interrogé d'où le "CPM avait eu cet argent? On ne sait pas", a-t-il répondu.

En revanche, le numéro un de Vox pour les prochaines élections régionales, a rappelé "qu'acheter des voix est un crime, mais c'est aussi un crime d'en vendre".

"J'espère que les enquêtes policières, qui progressent et sont bien dirigées, aboutissent à des emprisonnements", a souligné Tasende.

Selon des informations confirmées à ce journal par des sources proches des enquêtes, les agents désignent le chef du CPM, Mustafa Aberchan, derrière cette

histoire, cependant ils préviennent que ni lui ni les chefs de parti n'ont suffisamment d'actifs pour financer l'achat de milliers de bulletins de vote.

A ce stade, les soupçons se tournent vers le Maroc qui tente de gagner de l'influence en Espagne.

"Le souci du vote, c'est qu'il puisse être dirigé contre des partis actuels et avec une nette influence marocaine", tranchent les mêmes sources.

Le pouvoir déstabilisateur du Maroc sur les deux présides de Ceuta et Melilla a également pu être prouvé à l'été 2021, lorsqu'il a conduit à une entrée massive de quelque 12.000 migrants vers Ceuta, provoquant ainsi une crise diplomatique avec l'Espagne.

A LA FOIRE INTERNATIONALE DE SOUSSE -TUNISIE

Des inventions primées

A l'occasion de la 8e édition du Salon international du livre la Foire internationale de Soussse a organisé la seconde édition du salon de l'invention dans les domaines des sciences médicales, de la robotique, de la technologie, de la mécanique...

Au stand du centre de biotechnologie de Sfax, Besma Hadj Kacem, enseignante et chercheuse au laboratoire de biotechnologie moléculaire des eucaryotes, relevant dudit centre, nous a déclaré qu'elle a décroché le 1er prix du concours mondial de l'innovation qui s'est déroulé à Tunis en septembre 2022, ainsi que le 2e prix du concours national de l'invention.

Elle nous a indiqué à ce sujet que son invention concerne une préparation pharmaceutique à fort pouvoir antihémorragique

qui contient une molécule pro-agrégante favorisant l'activation de l'agrégation des plaquettes et de la formation d'un caillot de dimension adéquate pour accélérer l'arrêt du saignement. L'apport de cette invention est de réduire le temps de saignement de 50% et le volume du sang écoulé de 45%.

Cette préparation, a-t-elle poursuivi, est plus efficace que les produits commercialisés. Elle a noté que cette invention a été déposée, à l'échelle internationale, à l'Office européen des brevets le 12 octobre 2022 pour mieux protéger son invention.

Dispositif électronique portable pour les non-voyants

Au stand de l'Association tunisienne de la recherche scientifique de l'innovation et de la propriété intellectuelle (Atrsiipi) créée en

2018, Imen Khanfir, docteur et ingénieur en traitement de l'information, a présenté une invention consistant en un dispositif électronique portable pour les non-voyants afin de les aider à naviguer en toute sécurité et interagir avec leur environnement.

Robots vainqueurs au championnat du monde de la robotique

Au stand de l'Association tunisienne pour l'avenir des sciences technologiques (Atast), Hatem Slimane, président de cette association et enseignant en génie mécanique, nous a présenté les robots vainqueurs des jeunes inventeurs tunisiens au championnat du monde de la robotique qui s'est déroulé aux USA du 29 avril au 4 mai 2022.

Il nous a présenté aussi son invention dans le domaine de l'économie d'eau et qui

consiste en un compteur d'eau intelligent qui se ferme automatiquement en cas de fuite d'eau.

Salon de l'éducation et des universités

A côté du Salon de l'invention, la foire abrite aussi la 1ère édition du Salon de l'éducation et des universités qui se poursuivra jusqu'à aujourd'hui, avec la participation des facultés étatiques et privées relevant des diverses universités de la République.

Comme nous l'a indiqué Abdelaziz Dahmani, président-directeur général de la foire de Soussse, l'objectif de ce Salon est d'offrir aux étudiants, aux jeunes et aux adultes de multiples ressources dans le domaine des sciences de l'éducation et de la recherche ainsi que dans le domaine des choix des carrières.

AFRIQUE

43 % des banques considèrent les fintech et les néobanques comme une grande menace pour leurs activités

Face à l'offensive de « game changers » agiles comme fintech, les néobanques et les opérateurs de téléphonie mobile, les banques traditionnelles africaines tentent de défendre jalousement leur pré carré en accélérant leur transformation numérique.

Après avoir ignoré leur ascension pendant plusieurs années, les banques africaines regardent désormais avec beaucoup de méfiance les fintech, les néobanques, et même les opérateurs télécoms qui s'aventurent de plus en plus dans le domaine des services financiers, selon un rapport publié le 17 mai par le magazine African Banker et le fournisseur de technologies bancaires digitales Backbase. Intitulé « The African digital banking transformation report 2023 », ce rapport se base sur une enquête réalisée auprès des dirigeants de 153 banques opérant dans 33 pays répartis sur les diverses sous-régions du continent. 43% des dirigeants sondés ont estimé que

les fintech et les néobanques représentent une grande menace pour les activités de leurs banques. Ces nouveaux acteurs agiles du secteur de la finance arrivent au 2^e rang dans le classement de l'ensemble des grandes menaces citées par les dirigeants interrogés, juste derrière l'augmentation des coûts opérationnels (46,8%), mais devant l'environnement réglementaire défavorable (39,5%), la souveraineté des données (37,6%), la concurrence des opérateurs de téléphonie mobile offrant des services financiers (33,3%) et le manque d'une main d'œuvre qualifiée (32,9%). Le rapport précise que les acteurs historiques du secteur bancaire africain voient d'importantes parts de marché et une manne financière colossale leur passer sous le nez.

En Afrique plus qu'ailleurs, l'importance des réseaux d'agences physiques diminue régulièrement, et risque de ne plus constituer un important avantage comparatif durant les prochaines années. Sur le continent, où la majorité de la population a un téléphone dans une poche et du cash dans l'autre, l'intérêt pour les services bancaires mobiles ne se dément pas, comme en atteste l'essor du mobile money. Les banques traditionnelles semblent cependant prêtes à défendre leurs positions. 51% des dirigeants de banques sondés placent la transformation numérique en tête des priorités de leurs stratégies de croissance, alors que 44,5% affirment qu'elle figure dans le Top 3 des priorités.

ABSA GROUP

Le groupe acquiert une participation minoritaire dans l'agritech sud-africaine Khula

Le groupe financier sud-africain renforce son partenariat avec la start-up engagée dans la fourniture d'intrants, services divers aux agriculteurs. Absa espère améliorer sa proposition dans le domaine agricole en faveur de sa clientèle PME.

Absa Group, la 5^e banque africaine, par le total des actifs (105,47 milliards \$ au 31 décembre 2022) a annoncé le 12 mai, l'acquisition d'une participation minoritaire au sein de la start-up agrotechnologique sud-africaine Khula. La quantité et le montant de la participation acquise dans l'entreprise n'ont pas été divulgués.

Cette acquisition permettra à Absa qui finance le secteur agricole sud-africain d'améliorer sa proposition dans ce domaine pour ses clients Petites et moyennes entreprises (PME). Le groupe financier sud-africain soutiendra également l'expansion de Khula dans d'autres marchés africains dans lesquels il opère.

« La décision d'ajouter Absa à notre tableau de capitalisation est une décision stratégique et à long terme. Nous sommes alignés sur nos intérêts et sur la façon dont nous voyons l'industrie se transformer au cours des prochaines années », a

déclaré Karidas Tshintsholo, directeur général de Khula. Cette transaction renforce le partenariat établi entre Absa Group et Khula, depuis la création de cette agritech en 2018. Absa affirme avoir collaboré avec les dirigeants de la start-up pour introduire une passerelle de paiement sécurisée dans le but de faciliter les transactions sur la plateforme Khula. Avec l'acquisition de cette participation minoritaire, le financier sud-africain rejoint l'actionnariat de cette entreprise cofondée par Karidas Tshintsholo, Matthew Piper et Jackson Dyora.

Trois ans après le lancement de ses activités, Khula a obtenu en août 2021, un premier financement d'amorçage d'un montant de 1,3 million \$. La ressource a servi à développer la plateforme logicielle de la start-up et à financer son expansion dans plusieurs villes sud-africaines.

L'agritech, qui permet à des chaînes de restaurants et grandes entreprises de s'approvisionner directement auprès d'agriculteurs, avait évoqué en 2018 ses projets d'expansion au-delà du marché sud-africain. Khula a affirmé étudier des possibilités en Afrique de l'Est, plus précisément au Kenya, mais aussi en Afrique de l'Ouest, avec une entrée au Nigeria.

ZIMBABWE

75 % de la production de blé sera financée par le secteur privé en 2023/2024

Le Zimbabwe est devenu le premier pays africain à réaliser l'autosuffisance en blé au terme de la saison agricole de 2022/2023. Dans le pays, l'exécutif qui souhaite améliorer davantage l'offre locale de la céréale veut renforcer la contribution des opérateurs privés dans la filière.

Au Zimbabwe, trois quarts de la production des surfaces de cultures dédiées au blé en 2023/2024 sera financé par le secteur privé, notamment par la CBZ Holdings, plus grande banque du pays et l'AFC Commercial Bank. C'est ce qu'a déclaré Graeme Murdoch, président de la Food Crop Contractors Association (FCCA) qui se confiait à Reuters le 17 mai.

Il s'agit d'une association regroupant des négociants en matières premières, des acheteurs et des meuniers qui financent la production de différentes cultures de base dans le pays depuis 2020. « La réalité est qu'au fur et à mesure que l'environnement se libéralise et que le gouvernement fait tout son possible pour attirer le secteur privé, ce qu'il a fait de plus en plus en termes de financement et de réglementation, nous voyons de plus en plus d'implication du secteur privé dans l'agriculture primaire », explique M. Murdoch.

Il faut rappeler que pour le compte de la campagne de 2023/2024, les surfaces dédiées à la culture du blé sont attendues en hausse de 7 000 hectares supplémentaires pour atteindre 85 000 hectares. Parallèlement l'exécutif table sur une croissance de 8,8 % de la production de la céréale à 408 000 tonnes.

Au Zimbabwe, le blé est principalement cultivé dans la région du Mashonaland qui compte pour plus de 75 % de l'offre nationale.

BURKINA FASO

L'exécutif adopte un plan de 354 millions \$ pour la sécurité alimentaire en 2023

Au Burkina Faso, comme dans de nombreux pays marqués par des conflits liés au terrorisme, la sécurité alimentaire constitue un sérieux défi. Dans un tel contexte, les couches les plus vulnérables de la population sont au cœur des réponses publiques. Au Burkina Faso, l'exécutif a adopté le 17 mai en Conseil des ministres le Plan de réponse et de soutien aux populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition (PRSPV) pour le compte de l'année 2023.

D'un coût total de 215,3 milliards de francs CFA (354 millions \$), cette feuille de route vise notamment à soutenir les groupes ciblés à travers des actions harmonisées d'assistance alimentaire, de protection des moyens de subsistance, de prévention et de prise en charge de



la malnutrition.

« Les réponses urgentes concernent l'assistance alimentaire aux personnes vulnérables, aux personnes déplacées internes (PDI) et aux mé-

nages hôtes, le soutien à la production végétale et animale, la prévention et la prise en charge des enfants de moins de 5 ans malnutris, des femmes enceintes et allai-

tantes malnutries y compris les PDI et le soutien à l'approvisionnement en eau potable », peut-on lire dans le communiqué.

D'après Denis Ouédraogo, ministre de l'Agriculture, 70 % de l'enveloppe annoncée (245 millions \$) est déjà mobilisée par l'exécutif. Selon le responsable, ce plan devrait en outre contribuer à l'atteinte des objectifs de production fixés pour la campagne agricole de 2023/2024.

Au Burkina Faso, près de 3,5 millions de personnes, soit environ 16 % de la population, sont susceptibles d'être en situation d'insécurité alimentaire aiguë en 2023, d'après les estimations du Réseau mondial sur les crises alimentaires (GNAFC).

PLAFOND DE LA DETTE

Course contre la montre aux Etats-Unis pour éviter un défaut de paiement

Joe Biden et Kevin McCarthy, le chef des républicains à la Chambre des représentants, vont reprendre lundi les discussions sur le relèvement du plafond de la dette américaine après un weekend de blocage, pour tenter de trouver rapidement un accord et éviter un dangereux défaut de paiement des Etats-Unis. A partir du 1er juin, les Etats-Unis pourraient se retrouver en défaut de paiement.

Seuurs froides aux Etats-Unis et dans toutes les places financières mondiales. Alors que les négociations entre la Maison-Blanche et l'opposition républicaine sur le relèvement du plafond de la dette étaient jusqu'à vendredi soir (heure européenne) en bonne voie pour trouver une issue avant la date-butoir du 1er juin qui éviterait aux Etats-Unis de se retrouver en défaut de paiement, elles ont fait depuis, « un pas en arrière », selon les propos d'un porte-parole du gouvernement ce week-end. Pour rappel, il est de la prérogative du Congrès de voter pour relever le montant maximal de la dette publique que la première économie mondiale est autorisée à accumuler.

Les discussions ont néanmoins repris ce dimanche à l'occasion d'une réunion téléphonique entre Joe Biden (qui était dans l'avion présidentiel, de retour du Japon où il participait au G7) et Kevin McCarthy, le chef des républicains à la Chambre des représentants. Un échange qualifié de « constructif » par ce dernier. Les deux hommes se rencontreront ce lundi à Washington.

Coupes budgétaires

Avant de donner leur feu vert au relèvement du plafond de la dette, les républicains exigent des coupes budgétaires drastiques du gouvernement pour les ramener aux niveaux de 2022. Concrètement : couper 130 milliards de dollars de dépenses. L'administration Biden refuse, et propose de son côté de réduire certaines dépenses tout en augmentant les impôts pour les plus riches et les en-

treprises. L'administration fait, par ailleurs, pression pour prolonger le plafond d'emprunt jusqu'en 2025, selon les médias américains qui citent des responsables impliqués dans les pourparlers. Les démocrates veulent croire qu'un accord reste possible si les deux parties acceptent de ne pas obtenir satisfaction sur l'ensemble des demandes, selon une source proche des discussions.

Conséquences catastrophiques

Un échec des négociations aurait des conséquences catastrophiques pour l'économie américaine, mais aussi mondiale. Sans accord rapide en effet, les Etats-Unis pourraient, potentiellement dès le 1er juin ne plus être en mesure de rembourser leurs créanciers, ni payer les salaires de certains fonctionnaires et les retraites d'anciens militaires, entre autres. Les Etats-Unis pourraient par conséquent ne plus pouvoir rembourser les porteurs de bons du Trésor américains, le placement roi de la finance mondiale. Ce qui déclencherait une tempête financière mondiale et étranglerait la croissance comme l'emploi aux Etats-Unis.

Même une décision arrachée à la dernière minute aurait des conséquences. En 2011, c'était la seule menace d'une banqueroute qui avait, pour la première fois, fait perdre aux Etats-Unis leur précieux triple A, la meilleure note de crédit des agences de notation. Des effets concrets se font déjà sentir, a alerté mardi la secrétaire au Trésor, Janet Yellen, soulignant que les investisseurs sont « plus réticents à détenir de la dette sou-

veraine qui arrive à échéance en juin ». Néanmoins, Joe Biden se veut rassurant : « L'Amérique n'a jamais fait défaut sur ses dettes. Et ce ne sera jamais le cas », a redit le président américain.

L'ombre de Donald Trump

L'ombre de Donald Trump plane sur ces négociations. Le 10 mai, l'ancien président républicain a, exhorté les républicains, sur lesquels son influence reste énorme, à « provoquer un défaut de paiement » si les démocrates n'acceptent pas « des coupes massives » dans les dépenses. Et vendredi, il les a appelés à « ne pas plier ».

La porte-parole de la Maison-Blanche, Karine Jean-Pierre a pointé du doigt dimanche les responsables républicains, sous la coupe des proches de Donald Trump selon elle.

En face, Kevin McCarthy avait de son côté accusé « l'aile gauche du parti démocrate » d'être « aux commandes ». Si les désaccords restent trop profonds, il resterait néanmoins à Joe Biden une carte : le 14e amendement de la Constitution américaine, qui dispose que « la validité de la dette publique des Etats-Unis (...) ne doit pas être remise en question », et permet donc de faire comme si le plafond de la dette n'existait pas.

Tout en indiquant qu'il étudiait cette possibilité, Joe Biden s'est cependant montré sceptique, et Janet Yellen a elle aussi évoqué une « incertitude juridique » et un « délai serré ».

SELON FRANCE STRATÉGIE

Les 66 milliards d'euros d'investissements dédiés à la transition climatique vont pénaliser la croissance

Les investissements massifs nécessaires à la transition climatique vont impacter négativement aussi bien la croissance que la dette publique, d'après un rapport de France Stratégie. Mais cet endettement est « légitime » et retarder les investissements ne ferait qu'augmenter l'effort à fournir par la suite. L'organisme envisage de taxer le patrimoine financier des ménages les plus aisés et prévient sur l'important de répartir « équitablement » le coût économique de la transition. Décarboner ne se fera pas sans incidences économiques : c'est ce qu'il ressort d'un rapport de France Stratégie publié ce lundi 22 mai. « La décarbonation va appeler à un supplément d'investissement » de 66 milliards d'euros, et ce, par an, affirme le document dont la rapporteure est l'inspectrice générale des finances Selma Mahfouz.

« Pour atteindre nos objectifs pour 2030 » de réduction de 55% des émissions par rapport à 1990 « et viser ainsi la neutralité en 2050, il va nous falloir faire en dix ans ce que nous avons eu de la peine à faire en 30 ans », souligne le rapport. « Malgré des progrès récents, nous ne sommes pas encore sur la trajectoire de neutralité climatique », est-il encore écrit. Le document souligne que la décarbonation reposera à 85% « sur la substitution de capital aux énergies fossiles », que ce soit pour créer des réseaux de bornes de recharge, isoler les bâtiments ou construire de nouvelles centrales nucléaires. Et seulement à environ 15% sur des efforts de sobriété, comme baisser la température des pièces chauffées ou se déplacer moins. Ce rapport, commandé par Elisabeth Borne à l'économiste Jean Pisani-Ferry, est publié alors que la cheffe du

gouvernement présente justement ce lundi son plan pour accélérer la baisse des émissions de gaz à effet de serre de la France d'ici 2030. Les années qui viennent sont qualifiées de « décennie de toutes les difficultés » en raison de besoins massifs pour financer aussi bien les nouvelles mobilités, que l'industrie verte, l'isolation des bâtiments ou encore pour compenser l'effondrement du puits de carbone forestier français. Or, les investissements indispensables pour limiter le réchauffement ne permettront pas de produire davantage, ou plus efficacement. Ils vont au contraire dans un premier temps entraîner un ralentissement de la croissance. Pour soutenir les ménages tout comme les entreprises face aux besoins d'investissement et aux effets inflationnistes de la transition, « les finances publiques vont être appelées à contribuer subs-

tantiellement à l'effort » et donc à alourdir l'endettement de l'Etat. Le risque que fait peser la transition énergétique sur la dette publique « est de l'ordre de 10 points de PIB en 2030 (ndlr : soit au moins 280 milliards d'euros), 15 points en 2035, 25 points en 2040 », d'après le rapport qui juge toutefois qu'il « ne sert à rien de retarder les efforts au nom de la maîtrise de la dette publique ». Pour Jean Pisani-Ferry, « cet endettement est légitime », a-t-il déclaré lors d'une présentation à la presse. Retarder les investissements ne ferait en effet qu'augmenter l'effort à fournir par la suite par la France pour atteindre les objectifs climatiques. « Un accroissement des prélèvements obligatoires sera probablement nécessaire », selon les auteurs qui estiment que cet accroissement « pourrait être assis sur le patrimoine financier des ménages les plus aisés ».

AGRICULTURE

La Commission européenne souhaite réguler les « nouveaux OGM »

La Commission européenne doit proposer début juillet une législation sur les biotechnologies génétiques. Ces techniques émergentes s'efforcent de développer des semences plus résistantes, au point qu'elles sont parfois qualifiées de nouveaux OGM par leurs détracteurs. Au Parlement européen, une majorité soutient un assouplissement réglementaire.

Le cadre réglementaire est en cours de finalisation. Début juillet, la Commission européenne devrait proposer une législation sur les biotechnologies génétiques, sujet largement controversé, et promettant des débats agités au Parlement européen, parmi les Etats et les eurodéputés.

Les biotechnologies génétiques correspondent à des semences moins vulnérables aux sécheresses et maladies ou moins gourmandes en eau, par exemple. Appelées en anglais NBT ou NGT, pour « nouvelles techniques génomiques », elles désignent une kyrielle d'outils d'édition génomique apparus ces dernières années qui modifient le matériel génétique des plantes sans ajout extérieur. Elles se distinguent donc des OGM dits « transgéniques » qui, eux, introduisent un gène extérieur.

Renforcer la compétitivité de l'agriculture européenne

Si ces nouvelles techniques apparaissent comme une solution permettant de garantir la production alimentaire européenne, tout en faisant face aux aléas climatiques, elles sont loin de faire l'unanimité. Elles sont perçues comme une simple façon d'accélérer l'évolution qu'on aurait pu obtenir naturellement selon leurs partisans. A l'inverse, elles sont présentées comme des « OGM cachés » par les organisations environnementales, vent debout contre toute dérégulation.

Dès 2021, l'exécutif européen jugeait les règles drastiques encadrant les OGM (autorisation, traçabilité, étiquetage, surveillance...) « inadéquates » à ces nouvelles biotechnologies. « Les plantes produites par NGT peuvent soutenir la durabilité » de l'agriculture européenne et renforcer sa « compétitivité », assurait fin avril devant des eurodéputés la commissaire à la Santé, Stella Kyriakides. Le cadre réglementaire proposé par la Commission européenne « signalera clairement aux agriculteurs, chercheurs et industriels que c'est la voie à suivre », affirmait-elle. Bruxelles recense actuellement 90 demandes d'autorisation pour des cultures NGT (un tiers à un stade de recherche avancée), avec jusqu'à présent seuls quelques tests en plein champ (maïs en Belgique, pommes de terre en Suède...). Dans un document daté de février, consulté par l'AFP, la Commission étudiait notamment la possibilité de « traiter de la même façon » semences conventionnelles et les produits NGT présentant des modifications pouvant se produire naturellement ou via des croisements traditionnels, avec diverses options d'étiquetage.

« Quand (les NGT) servent la réduction des produits phytosanitaires et permettent de faire face au dérèglement climatique, avec des variétés plus résistantes aux coups de chaleur, il faut essayer d'accélérer », soutenait en avril le ministre français de l'Agriculture, Marc Fesneau, s'inquiétant d'un « retard » européen. Fin 2022, son homologue espagnol Luis Planas vantait « un magnifique instrument pour avoir des cultures ayant besoin de moins d'eau et d'engrais ». Des positions soutenues par la puissante organisation agricole Copa-Cogeca. « Le climat change, maladies et champignons évoluent... si on veut nourrir l'Europe et être auto-suffisant, il faut adapter les règles » pour se donner les moyens de développer des variétés plus résistantes, plaide l'un de ses responsables, Thor Gunnar Kofoed.

ANALYSE MI-SÉANCE AOF
FRANCE/EUROPELes indices proches de
l'équilibre, reprise des
discussions sur la dette
américaine

Les marchés européens évoluent en ordre dispersé à mi-séance. Les investisseurs restent attentifs à la question du relèvement du plafond de la dette publique américaine. Les discussions vont reprendre aujourd'hui entre Kevin McCarthy, chef de file des Républicains au Congrès, et le président américain. Un accord permettrait alors d'éviter un défaut de paiement des Etats-Unis. Du côté des valeurs, Ryanair est dans le vert après avoir renoué avec les bénéfices au titre de son exercice 2022/2023. Vers 12h, le CAC 40 recule de 0,16% à 7 480,13 points. L'EuroStoxx50 perd 0,10% à 4 391,02 points.

En Europe, Ryanair gagne 1,18% à 15,89 euros après l'annonce d'un retour au bénéfice sur l'exercice 2023. La compagnie aérienne irlandaise à bas coûts a enregistré une perte nette de 154 millions d'euros pour le quatrième trimestre, mais d'un résultat net positif de 1,43 milliard d'euros sur l'exercice. Elle avait enregistré une perte de 355 millions d'euros sur l'exercice précédent. La société invoque "la forte reprise du trafic sur l'exercice, l'amélioration des tarifs, la meilleure base de coûts du secteur et des couvertures carburant avantageuses".

Seconde plus forte progression de l'indice CAC 40, Dassault Systèmes (+1,48% à 38,495 euros) est galvanisé par le relèvement de recommandation de Kepler Cheuvreux, de Conserver à Acheter. L'objectif de cours est rehaussé de 41 euros à 48 euros. Le bureau d'études pense que le groupe pourrait non seulement maintenir une croissance organique des ventes à un chiffre élevé à l'avenir, mais qu'elle pourrait même s'accélérer pour atteindre un taux à deux chiffres, tout en visant une nouvelle croissance de 80 à 100 % du bénéfice par action au cours des cinq prochaines années.

Sartorius Stedim Biotech perd 2,2% à 240,10 euros après que Morgan Stanley a dégradé sa recommandation sur sa maison-mère Sartorius AG, passant de Surpondérer à Pondération en ligne avec un objectif de cours abaissé de 410 à 330 euros. Sur la filiale française, le broker abaisse également son objectif de cours de 355 à 285 euros.

POINT MARCHÉS

Les actions sur la défensive avant des
discussions sur la dette américaine

Wall Street est attendue en légère baisse lundi et les Bourses européennes reculent à mi-séance, les marchés étant globalement sur la défensive dans l'attente de nouvelles informations sur les négociations sur le plafond de la dette américaine.

À Paris, le CAC 40 .FCHI abandonne 0,36% à 7.464,75 points vers 11h20 GMT. À Francfort, le Dax .GDAXI, qui a touché vendredi un record historique à 16.331,94 points, cède 0,34%. À Londres, le FTSE .FTSE, soutenu par Standard Chartered STAN.L (+2,65%) et l'opérateur télécoms BT .BTL (+1,55%), ne perd que 0,03%.

L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 .FTEU3 reflue de 0,12%, l'EuroStoxx 50 de la zone euro .STOXX50E de 0,34%. Le Stoxx 600 .STOXX fléchit de 0,09%, limitant ses pertes grâce aux compartiments défensifs comme les télécoms .SXKP (+0,27%) et les "utilities" .SX6P (+0,14%).

Les futures sur indices new-yorkais signalent une ouverture de Wall Street en baisse de 0,05% pour le Dow Jones .DJI, de 0,09% pour le Standard & Poor's 500 .SPX et de 0,19% pour le Nasdaq .IXIC après une clôture vendredi dans le rouge liée à l'annonce d'une "pause" dans les discussions destinées à éviter aux Etats-Unis un défaut de paiement début juin.

Après un appel téléphonique dimanche, jugé productif, le chef de file des républicains, Kevin McCarthy, a cependant annoncé une reprise des négociations ce lundi avec le président démocrate, Joe Biden.

"Il y a un risque persistant que les discussions se prolongent

jusqu'à la dernière minute", notent toutefois les analystes de Saxo Bank. Les investisseurs sont par ailleurs dans l'attente des interventions prévues dans la semaine de plusieurs responsables de la Banque centrale européenne (BCE), de la publication mercredi du compte rendu de la dernière réunion de la Réserve fédérale américaine et de nouvelles données vendredi sur l'indice PCE des prix aux Etats-Unis.

Les valeurs à suivre à Wall
Street

Micron Technology MU.O reculait de 6% en avant-Bourse, la Chine ayant interdit au groupe de commercialiser ses puces à des opérateurs d'infrastructures clés. Qualcomm QCOM.O, Intel INTC.O et Broadcom AVGO.O refluait de 0,6% à 1%.

Meta Platforms META.O perdait 1,1% en avant-Bourse après avoir écopé d'une amende de 1,3 milliard de dollars pour avoir transféré des données personnelles des utilisateurs dans l'Union européenne vers les Etats-Unis.

Valeurs en Europe

En Europe, les valeurs du compartiment des semi-conducteurs évoluent en ordre dispersé. Infineon Technologies IFXGn.DE cédant 0,49%, tandis que STMicroelectronics STMMLI.MI et ASM International ASML.AS prennent respectivement 0,53% et 0,69%.

Selon les analystes d'Equita, même si la décision prise par la Chine est négative pour le secteur, le pays représentant entre 10% et 40% des ventes pour la plupart des entreprises, il est difficile d'en faire une généralité, certains produits n'étant pas concernés par cette interdiction.

Novo Nordisk NOVOB.CO avance de 1,63% après une étude montrant que son nouveau traitement contre l'obésité réduit le risque de maladie cardiaque et stimule la perte de poids. Sartorius SATG.DE abandonne 3,8%, Morgan Stanley ayant retrogradé la valeur de "surpondérer" à "pondération en ligne" en raison d'inquiétudes sur les stocks du groupe et du financement de l'acquisition de Polyplus.

Taux

Les rendements des emprunts d'Etat grecs reculent lundi au lendemain de la victoire des conservateurs au premier tour des élections législatives, ce qui selon les investisseurs, devrait assurer la poursuite d'une politique de soutien à l'économie et de la réduction de la dette publique. Le taux du dix ans grec GR10YT=RR chute à la mi-séance de 21 points de base, à 3,846%.

Le rendement du Bund allemand DE10YT=RR, référence pour l'ensemble de la zone euro, est lui stable à 2,423%, tandis que le spread (écart) avec son

équivalent grec DE10GR10=RR a été ramené à 135 points de base, son plus bas niveau depuis novembre 2021.

Aux Etats-Unis, le rendement des Treasuries à dix ans cède environ trois points de base, à 3,6688%, Jerome Powell s'étant montré vendredi moins "hawkish" que redouté.

Changes

Le dollar recule légèrement, de 0,07%, face à un panier de devises de référence dans l'attente de la reprise des négociations sur le plafond de la dette américaine. Jerome Powell, le président de la Fed, s'est par ailleurs déclaré vendredi favorable à une approche "réunion par réunion" en ce qui concerne les futures décisions de la banque centrale américaine. L'euro rebondit à 1,0816 dollar (+0,13%) après avoir touché vendredi un creux de sept semaines à 1,0760. La livre sterling GBP= s'affiche à 1,2456 dollar (+0,1%).

Pétrole

Les cours pétroliers sont à l'équilibre, les inquiétudes liées à la dette américaine étant compensées par l'espoir d'un rebond de la demande après l'avertissement de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) sur une pénurie imminente de brut au second semestre.

Le Brent LCOc1 prend 0,21% à 75,74 dollars le baril et le brut léger américain (West Texas Intermediate, WTI) CLc1 0,1% à 71,62 dollars.

BOURSES EUROPÉENNES

Les actions hésitent, suspense sur la dette américaine

Les principales Bourses européennes évoluent sur une note prudente en début de séance lundi, les investisseurs restant dans l'attente de développements dans le dossier du relèvement de la dette américaine.

À Paris, le CAC 40 perd 0,24% à 7.473,98 points à 07h22 GMT. A Londres, le FTSE 100 prend 0,14% et à Francfort, le Dax recule de 0,25%. L'indice EuroStoxx 50 est en baisse de 0,29% tandis que le FTSEurofirst 300 et le Stoxx 600 sont quasiment inchangés.

Joe Biden et le président républicain de la Chambre des représentants, Kevin McCarthy, se rencontreront

dans la journée pour poursuivre les discussions sur le plafond de la dette, moins de deux semaines avant la date fatidique à laquelle les Etats-Unis pourraient se retrouver en défaut de paiement, à savoir le 1er juin selon le Trésor.

Vendredi, des informations selon lesquelles les négociations étaient à nouveau dans l'impasse ont ébranlé Wall Street, même si le président de la Réserve fédérale, Jerome Powell, a indiqué qu'il ne serait peut-être pas nécessaire de tellement augmenter les taux d'intérêt américains vu le resserrement des conditions de crédit avec la crise bancaire.

Jerome Powell a également souligné

qu'après une année de hausses rapides, les membres du Comité pouvaient se permettre de faire des "évaluations prudentes" de l'impact du resserrement monétaire sur les perspectives économiques, une approche perçue comme "dovish" par les marchés.

Les contrats à terme suggèrent à 86% la probabilité que la Fed maintienne ses taux inchangés lors de sa prochaine réunion en juin et une baisse de 50 points de base d'ici la fin de l'année.

Sur le marché obligataire, les rendements des emprunts d'Etat grecs reculent après le premier tour des législatives qui donne le parti conservateur au pouvoir largement en tête, mais sans atteindre le seuil lui permettant de former un nouveau gouvernement à lui seul.

"Les investisseurs recherchent avant tout la stabilité politique et ils accueilleront favorablement le maintien du Premier ministre Kyriakos Mitsotakis au gouvernement", a déclaré Wolfgang Piccoli chez Teneo, ajoutant qu'"il est clairement favorable au marché".

Le fonds souverain norvégien monte à 5,6% du capital de Teleperformance

Le fonds souverain norvégien, géré par Norges Bank, a franchi en hausse le seuil de 5% du capital du gestionnaire français de centres d'appels Teleperformance, selon une déclaration à l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Norges Bank a précisé détenir 5,6% du capital et 5,5% des droits de vote de la société. Sa participation au capital était auparavant de 2,7%, selon des

chiffres disponibles sur le site d'Euro-next. Le fonds a indiqué avoir augmenté sa participation via l'acquisition d'actions Teleperformance sur le marché.

La semaine dernière, le gestionnaire américain BlackRock était passé sous le seuil de 5% du capital de la société. Par ailleurs, BlackRock, agissant pour le compte de clients et de fonds, a déclaré à l'AMF avoir franchi en baisse,

le 15 mai, le seuil de 5% du capital de Teleperformance et détenir 4,89% du capital et 4,76% des droits de vote du groupe d'externalisation de la relation client.

Le géant américain de la gestion d'actifs précise que ce franchissement de seuil résulte d'une cession d'actions Teleperformance hors marché et d'une diminution du nombre d'actions détenues à titre de collatéral.

LA STATION PORTABLE JACKERY EXPLORER 240 :

Une solution d'alimentation portable pour toutes vos aventures !

Dans ce comparatif du Google Pixel 7a face au Pixel 6a et au Pixel 7, nous allons pointer les différences entre les trois smartphones pour vous aider à choisir en fonction de vos besoins, vos envies et votre budget.

Ne laissez jamais vos appareils électroniques déchargés lors de vos voyages en plein air. La station portable Jackery Explorer 240 est là pour vous offrir une solution pratique, puissante et portable pour alimenter tous vos appareils électroniques où que vous soyez.

Avec la station portable Jackery Explorer 240, vous pouvez prendre vos appareils électroniques partout. Que vous partiez en camping, en voyage ou que vous ayez besoin d'une source d'alimentation d'urgence, cette station d'alimentation portable est conçue pour répondre à tous vos besoins énergétiques. C'est une option en entrée de gamme parfaite pour tout ceux qui souhaitent s'offrir quelques moments en pleine nature sans contrainte. Puissance portable à portée de



main Avec une capacité de batterie de 240 Wh, le Jackery Explorer 240 peut alimenter vos smartphones, tablettes, ordinateurs portables, petites lampes et autres appareils électroniques essentiels lors de vos déplacements. Ne soyez jamais à court d'énergie, que vous soyez en plein air ou en déplacement.

Polyvalence des ports de sortie
Cette station d'alimentation est

équipée de ports USB pour recharger vos appareils USB, d'un port AC (prise secteur) pour alimenter des appareils nécessitant une prise de courant standard, et d'un port DC pour les appareils fonctionnant à 12 V tels que les équipements de camping. Profitez de la polyvalence des ports de sortie pour alimenter une variété d'appareils en même temps.

Recharge pratique
Le Jackery Explorer 240 offre

plusieurs options de recharge. Branchez-le simplement à une prise murale pour une recharge complète en environ 7 heures. Vous pouvez également utiliser un panneau solaire Jackery SolarSaga 100W (vendu séparément) pour recharger la station en plein air. Pour les déplacements en voiture, utilisez un adaptateur allume-cigare pour recharger la station pendant que vous êtes en route.

Facile à transporter
Avec son poids d'environ 3 kg et sa poignée intégrée, le Jackery Explorer 240 est conçu pour être facilement transportable. Emprenez-le partout où vous allez, que ce soit pour le camping, les randonnées, les pique-niques ou les situations d'urgence. Soyez prêt à faire face à tous les imprévus avec une source d'alimentation portable à portée de main.

UN BAIN D'HUILE

Pour refroidir les data centers de façon plus verte (et récupérer leur chaleur)

Une énorme cuve en inox remplie d'huile. Voilà le drôle d'équipement qui pourrait se déployer dans les prochaines années chez les entreprises ou collectivités disposant d'un important parc informatique. Ici, pas question de cuisiner des frites mais bien de s'attaquer à un problème très énergivore, le refroidissement des data centers, alors que le numérique est déjà responsable de 2,5 % de l'empreinte carbone de la France selon une récente étude de l'Ademe et l'Arcep.

Alors que les start-up rivalisent d'idées pour refroidir ces serveurs le plus efficacement possible, Hyperion mise sur la technologie naissante de l'immersion grâce à une sorte d'énorme aquarium, de 600 à 900 litres. « On va plonger le serveur dans ce qu'on appelle vulgairement de l'huile, qui est en réalité un fluide diélectrique et biodégradable, explique Xavier Colas, responsable des projets stratégiques au groupe mayennais Numains. Ce liquide a des caractéristiques particulières, et notamment celle de ne pas conduire l'électricité. »

Autre gros atout : pas besoin de climatiseur pour refroidir les salles, avec la promesse d'un gros gain sur la facture d'électricité qui serait divisée par deux, mais aussi d'une très faible consommation d'eau. Et cette solution se veut carrément vertueuse puisque « 90 % de la chaleur peut ensuite être récupérée, plutôt que de la dissiper bêtement », assure Xavier Colas qui se félicite d'avoir relevé ce défi technique, après une année de tests.

La corrosion limitée

« Avec un échangeur thermique, on peut ainsi réinjecter de l'eau chaude pour soulager la chaudière d'un bâtiment, poursuit le responsable, dont les équipes se répartissent entre Laval et Vannes. De premiers clients, des PME et des collectivités engagées en matière de RSE, se sont déjà manifestés. Il y a aussi ces personnes qui rénovent un moulin : elles veulent fédérer les besoins des entreprises environnantes en matière d'hébergement de données, ce qui pourrait permettre de chauffer les gîtes qu'elles comptent aménager. » Hyperion, qui vient de lancer la commercialisation de ses cuves fabriquées en France, espère en déployer « plusieurs dizaines d'unités » dans l'Hexagone dans les trois prochaines années. Dans un deuxième temps, l'hébergeur se voit bien faire son trou à l'international, et notamment dans les pays chauds et humides. « En plus de s'inscrire sur la problématique mondiale des coûts de l'énergie, le fluide que l'on utilise limite la corrosion du matériel, vante Xavier Colas. On a moins de pannes, des équipements plus durables. »

RESEAUX SOCIAUX

Twitter accuse Microsoft d'utilisation abusive de ses données

Elon Musk accuse Microsoft de ne pas avoir respecté son accord avec Twitter concernant l'utilisation des données du réseau social, un reproche qui s'inscrit notamment dans la course à l'intelligence artificielle, très gourmande en données numériques.

Twitter assure que Microsoft a utilisé plus de données qu'il n'en avait le droit, et qu'il en a communiqué certaines à des agences gouvernementales sans permission. La plateforme, rachetée en octobre par le patron de Tesla, note par ailleurs que Microsoft a « refusé de payer même un taux réduit pour continuer à avoir accès aux API de Twitter et à ses contenus ». Les API permettent à des entreprises tierces, comme Microsoft, de développer des outils pour ses propres produits (logiciels publicitaires, applications dans le nuage informatique, etc).

« Malgré les limites, les programmes de Microsoft ont accédé aux API de Twitter plus de 780 millions de fois et récupéré plus de 26 milliards de tweets rien qu'en 2022 », assure la lettre, avant de réclamer un audit détaillé.

Microsoft a confirmé dans la soirée avoir été sollicité par les avocats de la plateforme sur son « usage antérieur des API gratuits de Twitter ». « Nous allons examiner ces questions et y répondre de manière appropriée », a déclaré un porte-parole de l'entreprise dans un communiqué, précisant se réjouir à

l'avance « de poursuivre notre partenariat à long terme avec l'entreprise ».

Twitter, en situation financière précaire, a annoncé en mars que les développeurs allaient devoir payer plus pour accéder à ses services et données.

Et le mois dernier, Elon Musk a accusé Microsoft « d'entraîner illégalement » ses technologies d'intelligence artificielle (IA) à partir des données de Twitter. « L'heure du procès a sonné », a-t-il tweeté. Le succès de ChatGPT, l'interface d'IA générative d'OpenAI capable de produire toutes sortes de textes sur simple requête en langage courant, a lancé une véritable course à cette technologie entre les géants américains de la technologie.

Microsoft semble avoir pris la tête, notamment grâce à ses investissements majeurs dans OpenAI. Le groupe de Redmond rivalise avec Google d'annonces sur l'intégration de nombreux outils d'IA générative à leurs moteurs de recherche, suites bureautiques et nuages respectifs. Mais ces interfaces dépendent de larges modèles de langage, des systèmes d'IA entraînés sur des montagnes de données pour être capables de former des phrases cohérentes ou de créer des images convaincantes.

Elon Musk, qui a cofondé OpenAI en 2015 avant d'en partir, a récemment fondé sa propre société d'IA, baptisée X. AI.

LES CLÉS D'ACCÈS

Elles annoncent la mort du mot de passe

Anna Pobllet a passé les dernières années à se donner pour mission de faire des mots de passe une chose du passé, mais les clés d'accès — la technologie qui pourrait les remplacer — n'ont jamais vraiment été sur le point d'être largement adoptées par les consommateurs avant cette année.

« Nous voyons de très grands sites comme eBay, Best Buy et Google, qui a annoncé au début mai qu'il prendrait en charge les clés d'accès sur les comptes Gmail », a expliqué Mme Pobllet, responsable du « sans mot de passe » chez 1Password, une société de gestion de mots de passe de Toronto.

« C'est vraiment un point de bascule, lorsque tout d'un coup, un milliard d'utilisateurs peuvent ajouter des clés d'accès (à leur compte Gmail), s'ils le souhaitent. »

La décision de Gmail faisait suite à celles d'Apple, Shopify, Microsoft, DocuSign et PayPal, qui prenaient déjà en charge les clés d'accès — un identifiant numérique qui s'appuie sur une cryptographie qui peut déverrouiller des comptes simplement en « lisant » un visage ou une empreinte digitale sur un téléphone.

Les spécialistes croient que les clés d'accès sont plus sûres que les mots de passe puisqu'elles ne comprennent pas de chaîne de caractères, de chiffres et de symboles à mémoriser, ce qui les rend plus difficiles à pirater. Elles n'ont pas besoin d'être changées et ne peuvent pas être volées par quelqu'un qui les devine ou qui jette un coup d'œil par-dessus l'épaule d'un utilisateur. En outre, il n'y a aucun moyen d'en utiliser une de façon accidentelle ou sur un mauvais site web.

« Les clés d'accès sont si excitantes parce qu'elles sont [...] en fait plus efficaces et plus sûres », a fait valoir Claudette McGowan. Après 19 ans à la Banque de Montréal et près de trois ans à la Banque TD, Mme McGowan a récemment fondé Protexxa, une plateforme établie à Toronto qui tire parti de l'intelligence artificielle pour identifier et résoudre rapidement les problèmes de cybersécurité des employés.

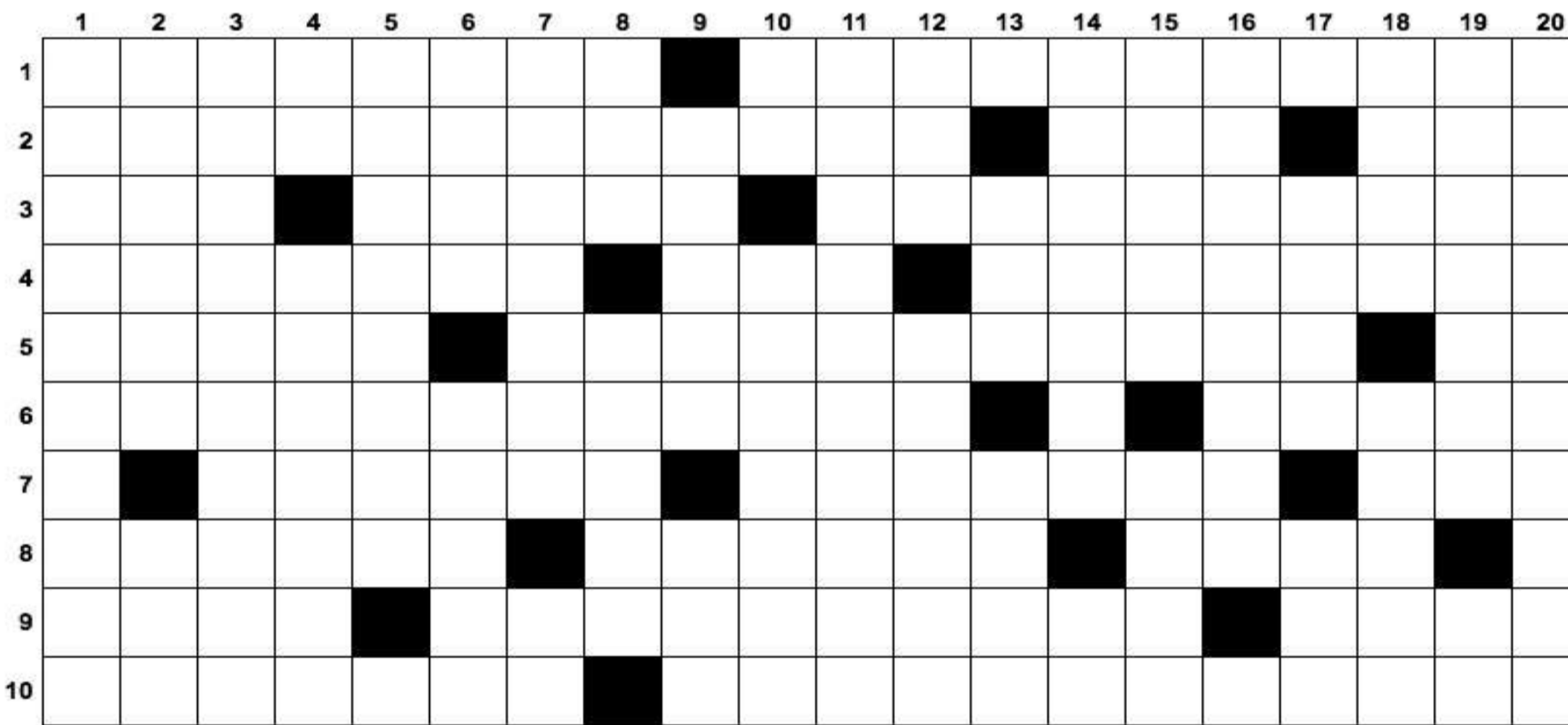
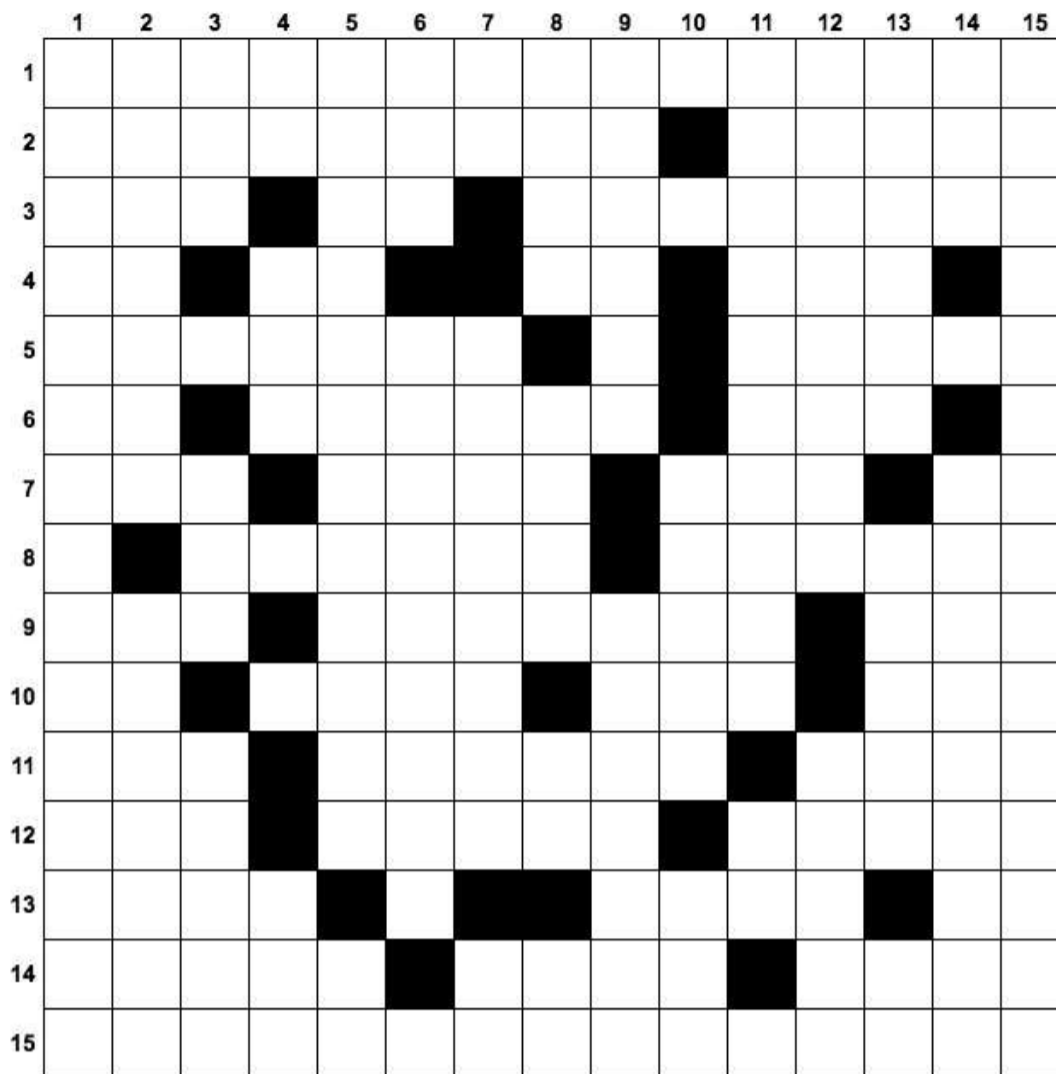
Au cours de ses années passées dans le secteur bancaire, les mots de passe étaient la principale vulnérabilité.

Horizontalement

1 Attachement à une région (pluriel). 2 Allant sur le déclin (pluriel). - Gandin. 3 Issue. - Personnel. - Déposées. 4 Petit tour. - Connu. - Blanche et noire pour Rimbaud. - Véhicule spatial. 5 Larves parasites. - Cautique. 6 Enfer phonétique. - (S')ébat. - Les tiennes. 7 Après le SMIC. - Règles écrites. - Molécule proche de l'ADN. - Le rouge et le noir...mais de Rimbaud. 8 Frisée. - Pressent. 9 Plus à l'est qu'au sud. - Viserai. - Rouge en Italie de 1921 à 1991. 10 On le donnant, vous montrez l'exemple. - Donc pas cela. - Possèdent. - Une des Cyclades. 11 Langue du Nigéria oriental. - Envie. - Prénom répandu en Russie. 12 Relatif. - 'Taire' conjugué. - Pétrole de la Mer du Nord. 13 Dans le nom d'une bénédiction papale. - Sujet non musulman de l'Empire ottoman. - Deux. 14 Araignée sous les pierres. - Hymne d'allégresse. - Otan anglo-saxon. 15 Initiation.

Verticalement

1 Gargantuesques. 2 Regimberons. - Enduit jaunâtre sur la langue. 3 Soustrait. - Point de non retour. - Grand ébéniste français du XVIIIème siècle. 4 Pour les cinéphiles. - Petite sainte. - Station internationale. 5 Invariablement. - Blanc et rouge pour Rimbaud. 6 Plus au nord qu'à l'est. - Tels certains climats. 7 Cela. - Fines étoffes. - 3,14159... 8 Mille-pattes. - Élimée. - Petit contre. - Article de souk. 9 Centrale. - Assènerai. 10 Cris accompagnant l'effort. - Bougies. 11 Adulait. - Premier vélo. 12 Modérément. - Personnage représenté en prière. 13 Mémoires. - Pinceté. - Édenté et lent. 14 Ville palindrome des Pays-Bas. - En secret. 15 Normalisation.



Horizontalement

1 Courut sur le haricot. - Arbre à chewing-gum. 2 Suppressions des inégalités. - Livre d'histoires. - Passage de ru. 3 Prédicat honorifique pour futur empereur. - Vers à ras de terre. - Conserverions. 4 Elle a un gros appétit. - Font hâle. - Citoyen du 'pays des Aigles'. 5 Prenons d'assaut (pron.). - Pièce d'un moteur à piston. - Préfixe d'association. 6 Ville de l'Ariège connue pour son orgue classée. - Se faire des films. 7 Tissais des liens. - Indispensable aux pèlerins miraculés. - Front rouge. 8 Ils ne font que gerber. - Normand mais d'abord Ebroïcien. - Nom d'une comète qui n'a pas fait long feu. 9 Sur la côte landaise ou la côte à Saint-Tropez. - Homme de génie. - Place de la flotte. 10 Importante ethnie sénégalaise. - Qui ont du poids.

Verticalement

1 Grisas en enflammant. 2 Peintre chinois du 13ème siècle. - Cité

de Mayenne. 3 Qu'est-ce qu'il rame ! 4 Personnel de service. - Prend soin de sa personne (s'). 5 Son savoir-faire est apprécié en haute couture. 6 Sortis du dépouillement. - Berceau du Canada. 7 Pimentai. - Ouvrier de production. 8 Soeur rencontrée par hasard. - On lui doit 'Le Canard sauvage', pièce écrite en 1884. 9 Mauvaise herbe. - D'un peuple amérindien. 10 Symbole d'une matière à pot. - Fermetures adhésives. 11 Nous installions pour nous sustenter (pron.). 12 Unité de pression en mécanique. - Ajoute encore un peu d'alcool. 13 Meurtrier du grand écran. - Code qui identifie une valeur boursière. 14 Qualifie un vin riche en tanin. - Permet l'allongement d'une liste. 15 Groupe ethnique d'Ituri au Congo. - Un des 'Castors Juniors'. 16 Autels privés chez les Romains. 17 Congénital. - Résout les problèmes de face. 18 Commune basque de Navarre. - Intéressé au plus haut point. 19 Longs vers marins. - Quantité limitée. 20 Nettement dégagées.

APRÈS FIAT

Des véhicules de la marque OPEL débarquent en Algérie

Après Fiat qui commercialise ses véhicules en Algérie depuis le mois de mars officiellement, une autre marque de véhicules importés débarque en Algérie, OPEL.



En effet, selon plusieurs médias mais aussi des pages sur les réseaux sociaux, on voit clairement des photos de l'arrivée d'un lot de la marque de voiture allemande OPEL au niveau d'un port algérien aujourd'hui, le mercredi 17 mai 2023. Selon ces mêmes sources,

deux types de véhicules sont disponibles dans cette cargaison, Astra et Mokka. Il est à rappeler, que le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, a annoncé aujourd'hui, le lundi 6 mars 2023, les trois premières qui obtiennent la licence définitive pour l'importation de voitures en Algérie. Il s'agit de : la marque italienne

« FIAT », la marque chinoise « JAC », et la marque allemande « OPEL ». En outre, le ministère de l'Industrie avait aussi délivré l'agrément définitif pour l'importation des véhicules neufs pour une autre marque, le 25 avril passé, il s'agit de Citroën. En effet, la marque Citroën, troisième marque du groupe Stellantis, s'apprête à entrer sur le marché algérien, après avoir obtenu l'agrément définitif.

3 modèles FIAT déjà disponibles en Algérie

Depuis la commercialisation des véhicules de la marque FIAT en Algérie, 3 modèles sont disponibles à la vente, la Fiat 500, la Tipo et la Doblo, avec l'arrivée en Algérie de plusieurs lots depuis mars 2023.

De plus, FIAT El Djazair avait annoncé une réduction des prix de ses véhicules importés en Algérie et ce après l'obtention du label d'origine Europe (EUR 1) pour ses usines européennes, qui permet l'accès à des droits de douane plus avantageux. FIAT a décidé de faire bénéficier ses clients de cet avantage.

3 000 KM EN HYUNDAI IONIQ 6 Pas de doutes, c'est l'une des meilleures pour la route

Pourquoi se contenter d'un test lorsqu'on peut faire un super test ? Après notre premier essai de la Ioniq 6, nous reprenons le volant de la berline électrique, rivale de la Model 3, pour un très long périple. La Ioniq 6 est l'une des meilleures alternatives à la Tesla Model 3, mais est-elle aussi performante que la berline californienne sur les longues distances ? Lors de notre test réalisé quelques jours avant la commercialisation de la dernière des Hyundai, nous n'avions pas pu avoir un aperçu complet de ses performances sur les longs trajets. La faute à une anomalie du système de préchauffage de la batterie et à une boucle autoroutière trop courte. Nous nous devions donc de reprendre la berline coréenne et de la tester plus en profondeur sur ce point. Car dès son annonce, en arguant notamment de son aérodynamisme avantageuse, la Ioniq 6 s'est autoproclamée comme une routière à part entière. Après une dizaine de jours d'utilisation et très exactement 2 785 km parcourus, le verdict est net et sans appel : la Ioniq 6 est l'une des voitures électriques les plus à l'aise sur les longs trajets. Pour parvenir à cette conclusion, il convient de remonter aux origines de notre périple et d'analyser le comportement de la voiture tout au long de ces presque 3 000 km.

Ioniq 6 : l'une des rares routières 100% électrique ?

Pourquoi avons nous choisi la Ioniq 6 pour un trajet aussi long et exigeant ? La première raison, nous l'avons déjà évoquée, il s'agit de notre volonté de finaliser un essai inachevé. Deuxièmement, nous étions particulièrement curieux de comparer les performances de la Ioniq 6 avec sa version SUV, la Ioniq 5. En effet, mis à part de design très différent, les deux véhicules partagent quasiment la même fiche technique. Même motorisation à transmission intégrale, même taille de batterie (77 kWh), même capacité de la recharger (239 kW). Or, le Ioniq 5 ne s'était pas nécessairement distingué en termes de consommation. A quel point l'aérodynamisme de la berline et son poids légèrement réduit pouvaient elles l'avantager sur la route ?

Enfin, il convenait de vérifier les chiffres annoncés par Hyundai en matière de consommation qui, conjugués à la capacité de charge rapide record de la Ioniq 6, font d'elle une voiture idéale pour prendre la route sans avoir à se soucier des la batterie... ou presque.

La France, en long en large, en travers et en électrique

Le test (très) longue distance de cette Ioniq 6 s'est déroulé sur près de 3000 km à travers la France. Cet itinéraire principalement autoroutier démarre au Nord de Paris, dans le Val d'Oise pour aller dans le Var, l'Herault, faire un détour par Toulouse et une pause dans les Landes avant de revenir à son point de départ. Il a été réalisé dans des conditions de voyage « typiques », c'est à dire avec un coffre rempli à ras-bord, une co-pilote et deux enfants sur les places arrière. Autant dire que nous n'avons pas cherché à réduire le poids de notre carrosse. Notre périple dans les grandes lignes. Le trajet a été décomposé de la manière suivante : deux longs trajets pour rallier la région parisienne et le Var dans un premier temps et pour revenir des Landes à l'Île-de-France ensuite. Entre les deux ? Des trajets de 2 à 3 heures environ avec quelques villes étapes qui, nous le verrons, ont eu une importance cruciale en plus de diversifier le type de charge auxquelles nous nous sommes adonnés.

VOLVO EX30

En essai avant la présentation

Le petit SUV électrique de Volvo, le Volvo EX30 sera officiellement présenté le 7 juin prochain. En attendant de le découvrir, les essais de ce modèle se poursuivent dans le sud de l'Europe.

Le petit SUV électrique de Volvo qui affichera une taille comparable à celle d'un Peugeot e-2008 sera présenté au début du mois prochain, le 7 juin pour être précis. Pour le moment, Volvo distille quelques informations sur son Volvo EX30, en particulier celles liées aux dispositifs de sécurité. Des dispositifs de sécurité dernier cri, comme un système de détection à l'ouverture des portières qui indique par un signal sonore la présence d'un cycliste ou d'un autre usager de la route. Autre nouveau système également, afin de prévenir la somnolence du conducteur, un capteur situé derrière le volant détecte (environ treize fois par seconde) le mouvement des yeux



et des mains du conducteur sur le volant et émet un signal sonore accompagné d'un message si l'auto perçoit que le conducteur est distrait ou commence à somnoler.

Volvo a toujours mis en avant la sécurité de ses autos, mais aussi des autres usagers de la route, comme avec ce nouveau système de détection des cyclistes à l'ouverture des portes.

Volvo a toujours mis en avant la sécurité de ses autos, mais aussi des autres usagers de la route,

comme avec ce nouveau système de détection des cyclistes à l'ouverture des portes.

Il y aura aussi une nouvelle fonction de freinage automatique pour ce nouveau modèle afin d'éviter les accidents aux intersections. De plus, parce qu'un accident est malheureusement toujours possible, Volvo a renforcé la structure de son modèle au niveau des montants et du toit afin de protéger le mieux possible les occupants du véhicule. Ces nouveaux systèmes ainsi que

le comportement routier de l'auto sont encore testés par les essayeurs de Volvo dans le sud de l'Europe, des prototypes du Volvo EX30 ont en effet été surpris en pleine phase de mise au point. Bien camouflés, ces modèles laissent entrapercevoir le graphisme lumineux des projecteurs et des feux. Mais on en sait déjà un peu plus sur le style ce nouveau modèle grâce à une fuite de brevets sur Internet. Ce modèle dont les débuts commerciaux sont prévus en septembre 2023 devrait disposer de la plateforme SAE du groupe chinois Geely qui sert également à la Smart #1 (Gelly, propriétaire de Volvo est aussi copropriétaire de Smart avec Mercedes) et devrait récupérer son électromoteur de 272 ch. L'autonomie devrait être de l'ordre de 450 km.

Géant

ELECTRONIC

Moi, c'est Géant... www.geant-dz.com | info@geant-dz.com | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics)

أنا، صحتي جيون

Exercice de simulation d'inondations à Timimoun

Un exercice simulant une intervention pour la protection des catastrophes naturelles a été exécuté, hier lundi, par les services de la protection civile de Timimoun, dans le cadre de la mise en œuvre du plan de secours de la wilaya au titre de l'année en cours, ont indiqué les services locaux de la Protection civile. Cette manœuvre a été menée dans différents sites, dont Ksar Ahrach, simulant un risque d'inondations et l'effondrement d'une bâtisse, en plus d'exercices exécutés dans une palmeraie sur les méthodes de lutte contre les incendies et la manière d'appréhender professionnellement ce genre de catastrophes, a expliqué le chargé de la communication à la DPC, le commandant Laoubi Benameur.

DIPLOMATIE

Le président du Sénat reçoit une délégation de la RASD

Le président du Conseil de la Nation, Salah Goudjil, a reçu hier lundi, au siège du Sénat, une importante délégation de la RASD (république arabe sahraouie et démocratique), conduite par le président du Parlement sahraoui, Hamma Slama, accompagné du ministre sahraoui de la Jeunesse et des Sports, Haminatou Mohamed Cheblel, l'ambassadeur de la RASD à Alger, Abdelkader Taleb Omar, ainsi que les joueurs de l'équipe nationale de foot de la RASD, qui a symboliquement affronté le Mouloudia d'Alger au stade Nelson Mandela en match amical.

Après avoir souhaité la bienvenue à la délégation sahraouie, le Président du Conseil de la Nation a adressé ses chaleureuses félicitations à tout le peuple sahraoui en lutte pour son indépendance à l'occasion de la commémoration du cinquantième anniversaire du déclenchement de sa lutte de libération victorieuse contre le joug colonial marocain et de la création du Front Polisario. Le Président du Conseil de la Nation a également adressé ses plus chaleureuses félicitations aux dirigeants sahraouis suite au succès qui a accompagné les travaux du Symposium arabe de solidarité avec le peuple sahraoui, qui s'est déroulé les 17 et 18 mai.

Il l'a également félicité pour la naissance de l'équipe nationale sahraouie de football sur la terre des martyrs et du sacrifice, l'Algérie. Et dans le stade de Nelson Mandela, le combattant emblématique en faveur de la dignité des peuples, et de leur droit à décider librement et souverainement de leur destin. Ce disant, Salah Goudjil a mis en exergue le facteur important, voire déterminant, de la diplomatie sportive, rappelant le passé glorieux et indélébile de l'équipe du FLN qui, en 1958, a inscrit en lettres d'or l'épopée sportive de notre guerre de libération nationale.

Le front Polisario, en train d'en prendre exemple, est assurément sur la bonne voie. Saleh Goudjil et Hama Salameh, ont exprimé leur profonde satisfaction quant au niveau des excellents liens historiques entre les deux pays, qui se distinguent par leur parfaite convergence de points de vue sur toutes les questions d'intérêt commun à la lumière des relations étroites et distinguées qui unissent les présidents des deux pays, M. Abdelmadjid Tebboune et son frère sahraoui, Ibrahim Ghali.

Outre les liens idéaux dans le domaine parlementaire, qui se renforcent jour après jour, comme c'est le cas au Parlement africain, d'une manière qui serve les aspirations et les espoirs des peuples du continent. Les deux parties se sont également accordées sur la nécessité de travailler avec plus de combativité dans ce forum continental de Pour que le Parlement africain œuvre de manière plus dynamique et offensive en faveur de la défense des droits des peuples à décider librement de leur destin.

R.N.

RÉFORME DE L'UNIVERSITÉ

Des assises nationales prévues avant fin 2023

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a été auditionné, ce lundi, par la commission de l'éducation, de la formation, de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et des affaires religieuses du Conseil de la nation. Son exposé s'est articulé autour «de la réforme du système de l'enseignement supérieur et son orientation vers les spécialités scientifiques».

Le ministre a affirmé que cette question traduit l'engagement n°41 du président de la République visant à faire de l'Université la locomotive du développement économique national. Il a saisi l'occasion pour rappeler que l'Université algérienne a œuvré, depuis l'indépendance, pour la formation des jeunes et leur intégration dans le monde professionnel. Un million sept cent mille universitaires sont aujourd'hui formés dans 112 établissements universitaires. A cela s'ajoutent 1.733 laboratoires, 10 centres et 46 unités tous relevant de recherche du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Ces chiffres confirment, selon le ministre, l'effort fourni par l'Etat pour que l'Université soit à la hauteur des attentes de l'Algérie nouvelle.

«Le Président a mis l'Université au centre des préoccupations de l'Algérie nouvelle. Pour ce faire, nous devons rechercher les bons mécanismes de réforme du système de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique qui a subi trois grands processus de réforme en

1971, 1984 et 2004 avec l'intégration du système LMD », a-t-il rappelé.

Pour le ministre, l'Université ne peut se développer si elle ne s'accommode pas avec les innombrables besoins de la société qui « réclame justement la qualité dans l'enseignement et la recherche ». De ce fait, Baddari a estimé qu'il fallait passer à une autre approche de formation universitaire devant s'acheminer vers la création d'emplois et de richesse. « L'Université moderne algérienne se devait donc d'augmenter l'offre par rapport à la demande, notamment en ce qui concerne les débouchés vers le monde de l'emploi », a-t-il souligné.

S'agissant de la numérisation, le ministre a certifié également que son secteur a pris les devants notamment dans le domaine de la pédagogie et de la recherche scientifique ainsi que dans la gouvernance. Le tout dans le cadre du plan national de numérisation qui se décline en 7 chapitres, 17 programmes stratégiques et 102 schémas opérationnels. Dans ce sillage, Baddari a indiqué que jusqu'à présent, 35 plateformes numériques ont été réalisées et avant la fin de l'année universitaire ce nombre sera hissé à 46. En guise de conclusion, il a confirmé que les assises nationales sur la réforme et la modernisation de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique devraient intervenir durant les mois de novembre et décembre 2023.

Synthèse R E

POUR SES EFFORTS EN FAVEUR DE LA CAUSE PALESTINIENNE

Le président de la République honoré

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a été honoré, lundi, en reconnaissance de ses efforts en faveur de la cause palestinienne, et ce à l'issue des travaux de la conférence internationale commémorant le 75e anniversaire de la Nakba, tenue au Centre international des conférences "Abdelatif-Rahal" (CIC, Alger). Cette distinction, un livre du Saint Coran dans un coffret portant une maquette de la mosquée Al-Aqsa et du Dôme du Rocher, a été remise au ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Laïd Rebiga, par le président de l'Assemblée nationale palestinienne,



Rouhi Fatouh, qui a affirmé que cet hommage du Président palestinien, M. Mahmoud Abbas, se veut "une reconnaissance pour le rôle du Président Tebboune dans l'unification des rangs palestiniens, et pour ses efforts continus visant à mobiliser le soutien arabe et international en faveur de la juste cause palestinienne".

A cette occasion, M. Fatouh a transmis les salutations du président palestinien à son frère le Président Tebboune, lui exprimant sa fierté d'être avec la délégation palestinienne en terre d'Algérie.

LUTTE CONTRE LA DROGUE

Plus de 58 tonnes de résine de cannabis saisies en 2022



Plus de 58 tonnes de résine de cannabis ont été saisies en Algérie durant l'année 2022, dont 58,87% dans les wilayas de l'Ouest du pays, selon un bilan de l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (ONLCDT).

"Au total, 58 258,031 kg de résine de cannabis ont été saisis durant l'année 2022 en Algérie, dont 58,87% dans la région Ouest du pays", a précisé l'Office dans son rapport, se référant au bilan des services de lutte contre les stupé-

fiant (Gendarmerie nationale, Police et Douanes).

Selon le rapport, 33,18% des quantités saisies ont été enregistrées dans le Sud du pays, 4,79% dans l'Est et 3,16% dans le Centre.

S'agissant des drogues dures, la quantité de cocaïne saisie en 2022 a enregistré une baisse de 87,94% par rapport à l'année 2021.

Le rapport note également la saisie de 11 351 813 comprimés de substances psychotropes de différentes marques en 2022, en hausse de

115,50% par rapport à l'année 2021. Les données de l'ONLCDT révèlent également que parmi les personnes impliquées, 13.363 sont des trafiquants, alors que 51.512 autres sont des usagers de résine de cannabis et 20.765 sont des trafiquants de substances psychotropes.

S'agissant du trafic de drogues dures, le rapport fait état de 671 trafiquants et 400 usagers de cocaïne, 157 trafiquants et 150 usagers d'héroïne impliqués. Concernant les affaires traitées, l'Office indique avoir enregistré 96.797 affaires en 2022 contre 59.091 en 2021, soit une hausse de 63,81%. Sur les 96.797 affaires traitées, 23.463 sont liées au trafic illicite de drogue, 73.285 relatives à la détention et l'usage de drogues et 49 liées à la culture de drogues.

PRISE EN CHARGE DES CATÉGORIES VULNÉRABLES

Une formation au profit des membres du CSJ

Le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme a lancé, dimanche à Alger, un atelier de formation au profit des membres du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) sur les mécanismes d'insertion sociale et les dispositions d'accompagnement des différentes catégories vulnérables.

Lors de l'ouverture de cette rencontre, en présence du président CSJ, Mustapha Hidaoui, la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Kaouter Krikou a indiqué que cette rencontre s'inscrit dans le cadre "du renforcement de la coordination entre les deux parties en matière de prise en charge des ca-

tégories vulnérables, notamment les personnes âgées, les personnes aux besoins spécifiques et les femmes en situation difficile".

L'atelier vise également à "faire connaître les mécanismes d'insertion sociale et les mesures prises par le secteur de la solidarité nationale au profit des catégories vulnérables visant à appuyer leur insertion dans les domaines social et économique, à préserver la cellule familiale et à renforcer la cohésion sociale".

Mme Krikou a mis en avant les efforts de l'Etat et l'intérêt accordé à la prise en charge des catégories vulnérables à travers les programmes sociaux visant à les protéger.